COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C − 2013/29148]

29 NOVEMBRE 2012. — Décret modifiant le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Un titre préliminaire rédigé comme suit est inséré dans le décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse :

« Titre Préliminaire : cadre général dans lequel s'inscrit le Décret de l'aide à la jeunesse.

Le décret repose sur les principes suivants :

1° L'aide spécialisée à la jeunesse est complémentaire et supplétive aux autres formes d'aide sociale générale.

2° La priorité est donnée à la prévention générale.

3° L'aide à la jeunesse s'inscrit dans une optique de déjudiciarisation et de subsidiarité de l'aide contrainte par rapport à l'aide volontaire.

4° Toute mesure d'aide imposée, en ce compris celle de pourvoir au placement d'un enfant, en cas de nécessité urgente et à défaut d'accord des bénéficiaires de l'aide, est mise en œuvre par la Communauté française dans le cadre d'une décision judiciaire. Il en est de même pour ce qui concerne le placement en institution publique, la mesure d'accompagnement éducatif intensif et d'encadrement individualisé ou la mesure impliquant une surveillance ou un contrôle du service de protection judiciaire. Toute contestation relative à l'octroi, au refus d'octroi et aux modalités d'application d'une mesure d'aide individuelle prise dans le cadre du décret est portée devant le Tribunal de la jeunesse.

5° L'aide doit prioritairement se dérouler dans le milieu de vie, l'éloignement de celui-ci devant être l'exception.

6° Les jeunes et les familles ont droit à l'aide spécialisée et au respect de leurs droits et libertés au nombre desquels figurent ceux qui sont énoncés dans la Constitution et dans la Convention internationale des droits de l'enfant, en ce compris, le droit de l'enfant séparé de ses deux parents ou de l'un d'eux d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ceux-ci, sauf si cela est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant ainsi que le droit à la participation.

7° Au travers de la participation des bénéficiaires, des pratiques d'innovation et d'évaluation, les services agréés et publics ainsi que l'administration compétente œuvrent à l'amélioration constante de la qualité de l'aide apportée aux jeunes et aux familles.

8° Les prises en charge des services agréés ou non par l'aide à la jeunesse et des institutions publiques répondent aux besoins reconnus en matière de délinquance juvénile, visent à la réinsertion sociale du jeune et s'inscrivent dans une démarche éducative et restauratrice.

9° La coordination et la concertation entre les différents secteurs et instances qui concourent à l'application du présent décret sont recherchées.

10° La Communauté française garantit l'information et la formation à l'entrée en fonction et la formation continuée du personnel des services agréés et des services publics du secteur de l'aide à la jeunesse qui concourent à l'application du présent décret.

11° La Communauté française garantit l'information de l'ensemble des citoyens en matière d'aide et de protection de la jeunesse.

Art. 2. A l'article 1er du même décret, modifié par les Décrets des 6 avril 1998, 19 mai 2004 et 7 décembre 2012, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le point 5° est remplacé par le point suivant : « 5° parent d'accueil : la personne qui assume volontairement, dans le cadre d'une mesure d'aide spécialisée, l'hébergement d'un enfant pour lequel elle ne dispose pas de l'autorité parentale ».

2° Le point 12° est remplacé par le point suivant : « 12° délégué général : le délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant chargé de veiller à la sauvegarde des droits et des intérêts de tous les enfants et de tous les jeunes, notamment dans le cadre de l'aide à la jeunesse ».

3° Le point 14° est remplacé par le point suivant : « 14° services agréés : les services agréés par l'aide à la jeunesse qui collaborent à l'application du décret ou qui contribuent à l'encadrement de mesures de protection de la jeunesse ».

4° Le point 17° est remplacé par le point suivant : « 17° accompagnement post institutionnel : accompagnement éducatif dans le milieu de vie du jeune effectué au terme de la mesure de placement de celui-ci en institution publique et dont les modalités sont définies dans les projets pédagogiques des institutions publiques ».

5° Au point 18°, les mots « l'administration qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions » sont remplacés par les mots « l'administration qui a l'aide et la protection de la jeunesse dans ses attributions ».

6° Le point 20° est remplacé par le point suivant : « 20° section éducative : section d'accompagnement et de mobilisation intensifs et d'observation ».

7° L'article 1er du même Décret est complété par les points suivants :

« 21° prévention générale : l'ensemble des actions menées dans le domaine socioéducatif tant au plan local que régional ou communautaire visant à réduire la quantité globale de violences – institutionnelles, symboliques, familiales ou encore relationnelles – subies par les enfants et les jeunes et visant à éviter que les réactions des enfants et des jeunes n'appellent en retour de nouvelles violences;

22° : plan d'actions : plan comprenant l'ensemble des actions de prévention générale menées par le conseil d'arrondissement en collaboration avec les autres secteurs et visant à répondre aux phénomènes sociaux identifiés par le secteur de l'aide à la jeunesse en concertation avec les autres secteurs comme des facteurs de risque ou d'exclusion des jeunes et de leur famille;

23° loi du 8 avril 1965 : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineures ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait;

24° ordonnance du 29 avril 2004 : ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse en Région de Bruxelles-Capitale.

25° démarche restauratrice : démarche prioritairement orientée vers la réparation des dommages matériels et relationnels causés par un fait qualifié infraction ainsi que des dommages subis par la collectivité.

26° conseil pédagogique : conseil mis en place au sein de chaque service agréé, composé de la direction et du personnel et le cas échéant des jeunes. »

Art. 3. A l'article 4 du même décret, modifié par le Décret du 1er juillet 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 2, les mots « , agréés ou non par l'aide à la jeunesse, » sont insérés entre les mots « les services » et les mots « chargés d'apporter leur concours ».

2° L'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Tous les services, agréés ou non par l'aide à la jeunesse, prévus par le décret, y compris les institutions publiques, sont en outre tenus de respecter le code de déontologie arrêté par le gouvernement sur la proposition du conseil communautaire. »

3° L'article 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le jeune, sa famille et ses familiers ont le droit de saisir l'administration compétente pour non respect de leurs droits, par courrier adressé au fonctionnaire dirigeant de l'administration compétente. »

Art. 4. A l'article 4*bis* du même décret, inséré par le Décret du 19 mai 2004 et modifié par le Décret du 16 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1er, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 1er, les mots « dénommée commission de déontologie » sont abrogés

b) à l'alinéa 2, les mots « de l'aide à la jeunesse » sont insérés entre les mots « la commission de déontologie » et « a pour mission ».

c) à l'alinéa 2, les mots « à la demande du ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions » sont remplacés par « à la demande du ministre ».

2° Le § 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 2. La commission de déontologie de l'aide à la jeunesse comprend dix membres avec voix délibérative, nommés pour un mandat de six ans par le gouvernement.

Elle se compose de :

1° un magistrat de la jeunesse

2° un membre de la Ligue des droits de l'Homme choisi sur une liste de deux candidats proposée par le Conseil d'administration de celle-ci.

3° trois personnes issues du secteur de la recherche scientifique choisies sur une liste de trois candidats proposés par chacune des universités francophones installées sur le territoire de la Communauté française.

4° un membre du conseil communautaire choisi sur une liste de deux candidats proposée par le conseil.

5° un représentant des conseillers de l'aide à la jeunesse choisi sur une liste de trois candidats proposée collégialement par les conseillers.

6° un représentant des directeurs de l'aide à la jeunesse choisi sur une liste de trois candidats proposée collégialement par les directeurs.

7° un licencié ou un titulaire d'un master en psychologie clinique ou en sociologie ou en philosophie ou un docteur en médecine spécialisé en psychiatrie pouvant attester d'une expérience professionnelle en matière d'aide et de protection de la jeunesse choisi sur base des résultats d'un appel à candidature public.

8° un représentant des services agréés choisi sur une liste de trois candidats proposée collégialement par les représentants des services agréés.

Tous les membres sont désignés parmi les personnes reconnues pour leurs compétences et/ou leurs expériences en matière d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse. Ils s'engagent à inscrire leur participation aux travaux de la commission de déontologie dans le respect des principes du présent décret.

Sont également nommés par le gouvernement pour assister aux réunions avec voix consultative un membre du personnel de l'administration compétente et un directeur d'une institution publique.

Lorsqu'une plainte est introduite par un membre du personnel de la Communauté française contre un autre membre du personnel de la Communauté française, conformément au § 1er, alinéa 3, du présent article, les deux membres visé à l'alinéa 4 du § 2 assistent aux réunions avec voix délibérative. »

3° Au § 3 sont apportées les modifications suivantes :

a) L'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant : « La commission de déontologie a son siège à l'administration compétente. Elle se réunit sur convocation du Président. Le secrétariat et la conservation des archives sont assurés par l'administration compétente ».

b) A l'alinéa 3, les mots « de chaque réunion est dressé » sont remplacés par les mots « est établi pour chaque réunion. »

c) A l'alinéa 3, les mots « Copie de ce procès-verbal est communiquée au ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions » sont abrogés.

4° Le § 4 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 4. Les demandes d'avis relatifs aux litiges ou aux questions de déontologie visés au § 1er, alinéa 2 du présent article sont adressées par lettre recommandée au Président de la commission de déontologie.

La commission de déontologie rend son avis dans les six mois qui suivent la demande. Ce délai peut être prolongé pour une période de trois mois, renouvelable, sur décision motivée de ladite commission.

Les avis relatifs à un litige ou à une question de déontologie sont communiqués, par la commission de déontologie de l'aide à la jeunesse, au Ministre, ainsi qu'aux personnes et services agréés ou non par l'aide à la jeunesse concernés. »

5° Le § 5 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 5. La commission de déontologie est tenue de publier tous les ans les avis qu'elle a rendus au cours de l'année. Ceux-ci sont communiqués au gouvernement qui les transmet au Parlement. »

6° Le § 6 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 6. Le gouvernement fixe les autres modalités de fonctionnement de la commission de déontologie, les jetons de présence ainsi que les indemnités de parcours auxquels peuvent prétendre ses membres. »

Art. 5. A l'article 5 du même décret, modifié par le Décret du 5 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° Aux alinéas 1 et 2, les mots « à l'article 1er, 1° à 5° » sont remplacés par les mots « à l'article 1er, 1° à 4° ».

2° A l'alinéa 3, les mots « , dans un délai maximum de 30 jours à dater du jour où l'aide est effective et transmis, le cas échéant, à l'avocat du jeune » sont insérés après les mots « la garde du jeune ».

Art. 6. A l'article 8, alinéa 1er, les mots « et, le cas échéant, de son avocat » sont insérés après les mots « la personne majeure de son choix ».

Art. 7. A l'article 10 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1er, les mots « des articles 36, §§ 2, 6, 7 et 38 du décret » sont remplacés par les mots suivants « des articles 36 et 38 du décret »

2° Au § 2 sont apportées les modifications suivants :

a) alinéa 1er est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsqu'une des mesures prises en vertu du Titre II chapitre III section II de la loi du 8 avril 1965 prescrit un placement ou implique une surveillance ou un contrôle du service de protection judiciaire, ou prescrit une mesure d'accompagnement éducatif intensif et d'encadrement individualisé, le service de protection judiciaire visé à l'article 33*bis* présente au tribunal de la jeunesse un rapport sur la situation du jeune faisant l'objet de la mesure. »

b) A l'alinéa 2, les mots « à partir de la date du jugement ou, à défaut, de l'ordonnance » sont remplacés par les mots « à partir de la date de la décision judiciaire. »

Art. 8. A l'article 11 du même décret, modifié par le Décret du 6 avril 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1er, les mots « à l'article 1er, 1° à 5° » sont remplacés par les mots « à l'article 1er, 1° à 4° »

2° A l'alinéa 2, les mots « A tout moment » sont insérés devant les mots « les intéressés » et les mots « selon les modalités fixées par le gouvernement, » sont insérés entre les mots « des pièces qui les concernent, » et les mots « à l'exclusion des rapports médico-psychologiques ».

3° L'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice des alinéas 1er et 2, une copie des pièces dont la consultation est demandée, peut être délivrée gratuitement à la demande des intéressés ou de leur avocat, selon les modalités fixées par le gouvernement. »

Art. 9. A l'article 12 du même décret, modifié par le Décret du 19 mai 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1er, alinéa 2, les mots « Sauf décision contraire motivée du juge compétent, » sont remplacés par les mots « Sauf décision contraire confirmée par écrit du tribunal de la jeunesse, »

2° Au § 2, alinéa 1er, le mot « agréé » est inséré entre les mots « un service » et « résidentiel »

3° Au § 2, alinéa 1er, les mots « relative à la protection de la jeunesse » sont abrogés.

4° Le § 2 est complété par l'alinéa rédigé comme suit : « A cet effet, le responsable du service agréé résidentiel ou de l'institution publique invite le jeune à signer, dès son entrée, un document par lequel il déclare avoir été informé de ce droit; il lui en délivre copie; il favorise l'exercice de ce droit. »

Art. 10. A l'article 15, alinéa 1er du même décret, le mot « agréé » est inséré entre les mots « service » et « résidentiel » et les mots « par l'autorité administrative ou judiciaire qui a procédé au placement » sont remplacés par les mots « par le conseiller, le directeur ou le tribunal de la jeunesse qui a procédé au placement ».

Art. 11. L'intitulé de la section 2 du Chapitre II du Titre II du même décret, modifié par le Décret du 19 mai 2004, est remplacé par l'intitulé suivant : « Les garanties particulières quant au respect des droits des jeunes confiés à une institution publique, à régime ouvert et fermé ou organisant un accompagnement post institutionnel. »

Art. 12. L'article 16 du même décret, modifié par le Décret du 19 mai 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. § 1er. Les institutions publiques sont chargées, dans le cadre de la loi du 8 avril 1965, de l'accueil des jeunes en régime ouvert ou fermé ainsi que de l'accompagnement post-institutionnel de ceux-ci au terme de la mesure de placement.

L'accès aux institutions publiques est limité aux jeunes qui, poursuivis pour des faits qualifiés infraction, font l'objet d'une mesure de placement prise en exécution des articles 37, § 2, 8°, 49 ou 52 de la loi du 8 avril 1965.

§ 2. L'accueil en régime fermé sur base de la loi du 8 avril 1965 ne peut être confié qu'à une institution publique de protection de la jeunesse. Cet accueil est réservé au jeune poursuivi et placé en exécution d'une décision judiciaire prescrivant expressément un tel placement.

§ 3. Les institutions publiques ne peuvent refuser un jeune placé en application du § 1er pour un motif autre que l'absence de place. La décision judiciaire prend en considération le projet pédagogique de l'institution publique.

§ 4. Le gouvernement détermine les moyens à attribuer aux institutions publiques leur permettant d'assurer leurs fonctions pédagogiques et éducatives. »

Art. 13. L'article 17 du même décret, modifié par le Décret du 19 mai 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. § 1er. Tout jeune confié pour une période excédant quarante-cinq jours à une institution publique fait l'objet d'un rapport médico-psychologique établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'institution qui l'accueille.

Ce rapport est communiqué au tribunal de la jeunesse dans les septante-cinq jours à partir de la date du début de la prise en charge. Des rapports trimestriels le complètent.

§ 2. Tout jeune confié pour une période excédant quarante-cinq jours à une institution publique, fait l'objet d'une étude sociale effectuée par la section sociale du service de protection judiciaire. Le gouvernement détermine les rubriques que doit comprendre l'étude sociale.

Cette étude est communiquée dans les septante-cinq jours après la date de prise en charge au tribunal de la jeunesse et à l'institution publique. Des études trimestrielles la complètent.

§ 3. L'avocat du jeune reçoit dans le même délai, copie du rapport médico-psychologique et de l'étude sociale sur la base desquelles il peut solliciter une révision de la mesure.

§ 4. Tout jeune confié pour une période inférieure ou égale à 45 jours fait l'objet d'un rapport d'observation ou d'orientation établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'institution qui l'accueille. »

Art. 14. L'article 18 du même décret, modifié par le Décret du 19 mai 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. L'action pédagogique des institutions publiques vise la réinsertion sociale du jeune. Elle favorise une démarche restauratrice envers la victime et la société. »

Art. 15. L'article 19 du même décret, modifié par le Décret du 19 mai 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. Une mesure d'isolement dans des locaux spécifiques ne peut être prise par la direction d'une institution publique à l'égard d'un jeune que dans le cadre d'une mesure de placement en régime ouvert ou fermé au sein d'une institution publique et uniquement lorsque le jeune compromet sa sécurité physique ou celle des autres jeunes, du personnel ou des visiteurs.

La direction ne peut ordonner une mesure d'isolement à titre de sanction.

Un accompagnement pédagogique doit être garanti pendant toute la durée de la mesure d'isolement.

La mesure d'isolement ne prive pas le jeune des droits visés au présent chapitre.

La direction informe sur-le-champ le juge en charge du dossier du placement du jeune en isolement. Elle en informe également son avocat.

La direction confirme la mesure par un rapport écrit adressé au tribunal de la jeunesse et à l'avocat du jeune. Un rapport écrit est transmis à l'administration compétente.

La direction ne peut prolonger la mesure d'isolement au-delà d'une durée de vingt-quatre heures sans l'accord du juge en charge de la situation du jeune. Cette mesure ne peut dépasser un délai de trois jours.

Exceptionnellement, lorsqu'aucune autre forme de prise en charge n'est possible et pour des raisons dûment motivées, la direction peut prolonger la mesure pour une durée supplémentaire, moyennant l'accord écrit du juge en charge de la situation du jeune. A cet effet, la direction lui transmet la demande incluant l'accord d'un médecin après que celui-ci ait examiné le jeune. La durée totale de la mesure d'isolement ne pourra en aucun cas excéder 8 jours.

La mesure est levée dès que cesse la situation qui la motive. Le directeur en informe par écrit le juge en charge de la situation du jeune, ainsi que l'administration compétente et l'avocat du jeune. »

Art. 16. Un article 19*bis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 19 et avant le Chapitre III du Titre II du même décret :

« Art. 19*bis*. § 1er. Les institutions publiques sont tenues de respecter le code des institutions publiques arrêté par le gouvernement.

Le code règle :

1° les principes généraux;

2° le contenu et les modalités d'approbation du règlement des institutions publiques;

3° les éléments relatifs aux projets pédagogiques;

4° la composition de l'équipe pluridisciplinaire;

5° les modalités de la prise en charge des jeunes parmi lesquelles l'accueil, les effets personnels dont le jeune peut disposer dans le cadre de la mesure de placement, la pratique religieuse et philosophique, l'enseignement, la santé et l'hygiène, et l'argent de poche;

6° le contenu des rapports visés à l'article 17, § 1er et la fréquence, le contenu et les délais de transmission des rapports visés à l'article 17, § 4;

7° Les modalités des contacts des jeunes avec l'extérieur;

8° Les modalités des sorties;

9° les fouilles;

10° la procédure entourant la mesure d'isolement et son contrôle, les droits des jeunes dans ce cadre, les locaux et les conditions dans lesquelles elle se déroule;

11° les principes et modalités de la sanction positive ou négative des comportements;

12° les modalités de la transmission d'informations relatives aux absences non autorisées ainsi que le délai dans lequel est maintenue la place d'un jeune absent sans autorisation;

13° les éléments relatifs à la collaboration des institutions publiques avec les autorités judiciaires et l'ensemble des services du secteur de l'aide à la jeunesse;

14° les éléments relatifs à l'évaluation, la participation et les pratiques innovantes dans les institutions publiques;

15° Les modalités d'évaluation du respect des dispositions du code des institutions publiques.

Un document reprenant les éléments du code liés aux droits et aux devoirs du jeune durant son placement et au déroulement de la mesure dont il fait l'objet est rédigé dans un langage accessible. Il est remis à chaque jeune lors de son admission dans l'institution publique.

§ 2. Le gouvernement détermine les modalités des mesures d'accompagnement post institutionnel. »

Art. 17. L'intitulé du Chapitre III du Titre II du même décret, inséré par le Décret du 19 février 2009, est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre III. — Les sorties des jeunes des institutions publiques, à régime fermé ».

Art. 18. L'article 19*bis* du même décret, inséré par le Décret du 19 février 2009, devient l'article 19*ter* auquel sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1er, alinéa 1er, les mots « relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait » sont abrogés;

2° Au § 1er, 2°, les mots « par décision motivée pour une ou plusieurs des raisons décrites au § 2 » sont abrogés.

Art. 19. Les articles 20 à 25 du TITRE III. — Le conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse du même décret, remplacés par le Décret du 29 mars 2001 et modifiés par les Décrets des 12 mai 2004, 19 mai 2004 et 1er juillet 2005, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 20. Il est institué un conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse au chef-lieu de chaque arrondissement.

Le gouvernement peut créer, selon les modalités qu'il définit, d'autres conseils dans l'arrondissement lorsque la densité de la population ou la configuration géographique le requiert. Il précise les communes dans lesquelles les compétences du nouveau conseil peuvent s'exercer.

Art. 21. Le conseil d'arrondissement stimule et participe à la mise en œuvre de la prévention générale, telle que définie à l'article 1er, 21° à l'échelle de l'arrondissement.

Il veille à inscrire son action dans un processus permanent de participation des jeunes.

Le conseil d'arrondissement a pour missions :

1° d'élaborer un diagnostic social incluant l'ensemble des éléments pertinents à l'échelle de l'arrondissement sur la base des constats des différents services agréés et des services publics du secteur de l'aide à la jeunesse et notamment des diagnostics sociaux des services d'aide en milieu ouvert ainsi que des constats des autres secteurs;

2° de concevoir et de coordonner un plan d'actions triennal tel que défini à l'article 1er, 22°, dont les actions pourront être mises en œuvre sur une base annuelle, bisannuelle ou trisannuelle, et de proposer dans ce cadre l'affectation du budget disponible;

3° de favoriser la concertation et la collaboration de l'ensemble des acteurs de l'arrondissement en matière de prévention générale;

4° d'informer et le cas échéant, d'interpeller les autorités publiques de tous les niveaux de pouvoir et l'ensemble des services publics et acteurs locaux à propos de son diagnostic social et de toute condition défavorable au développement personnel des jeunes et à leur insertion sociale sur le territoire de l'arrondissement. Il en informe également le Ministre et le conseil communautaire.

Art. 22. § 1er Le conseil d'arrondissement se compose de 16 à 20 membres effectifs. Le gouvernement nomme ceux-ci, pour une durée de six ans.

§ 2. Le conseil d'arrondissement se compose :

1° de deux à trois représentants des services agréés d'aide en milieu ouvert proposés par ces derniers;

2° de deux à quatre représentants des services agréés, dont au moins un représentant des services de Placement Familial s'il en existe un dans l'arrondissement, assurant l'accueil des mineurs en dehors de leur milieu de vie, proposés par ces derniers.

3° de deux à trois représentants des services agréés assurant l'accompagnement des mineurs dans leur milieu de vie proposés par ces derniers;

4° d'un représentant d'une institution publique ou d'un service agréé qui met en œuvre des offres et mesures restauratrices;

5° d'un représentant des services d'accrochage scolaire s'il en existe dans l'arrondissement;

6° d'un expert attestant d'une expérience utile en matière de formation, de recherche ou d'évaluation dans le secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de le Jeunesse;

7° du conseiller de l'arrondissement ou son adjoint;

8° du directeur de l'arrondissement ou son adjoint;

9° de deux magistrats de la jeunesse, l'un du siège, désigné par le Président du Tribunal de 1ère instance de l'arrondissement et l'autre du ministère public, désigné par le Procureur du Roi auprès du tribunal de première instance de l'arrondissement;

10° des deux co-présidents des plates-formes visées à l'article 23 et 23*bis* non issus du secteur de l'aide à la jeunesse;

Les membres visés au 6° et 7°, 8° et 9° participent aux travaux du conseil avec voix consultative.

A l'exception des membres visés au 7°, 8° et 9°, le gouvernement nomme, pour chaque membre effectif, un nombre équivalent de suppléants selon la même procédure que les membres effectifs.

§ 3. Le gouvernement nomme le président et les deux vice-présidents du conseil sur la base d'une liste double de trois candidats transmise par le conseil d'arrondissement. Ces candidats sont choisis parmi les membres des catégories décrites au § 2, 1°, 2° et 3° du présent article.

§ 4. Le conseil peut entendre et inviter à ses travaux, d'initiative ou à leur demande, toute personne physique ou morale susceptible de l'éclairer dans ses missions visées à l'article 21.

§ 5. Au moins une fois par an, le conseil réunit tous les services agréés ou non par l'aide à la jeunesse et les services publics de l'arrondissement en vue d'entendre leurs constats et propositions en matière de prévention générale telle que définie à l'article 1er, 21°.

Art. 23. Au sein de chaque arrondissement, une plate-forme de concertation Aide à la jeunesse/Centres publics d'action sociale est instituée. Cette plate-forme est composée d'une part, de membres du conseil d'arrondissement ou de personnes déléguées par lui et, d'autre part, des présidents des Centres publics d'action sociale ou des personnes qu'ils délèguent. Cette plate-forme est coprésidée par un représentant du secteur de l'aide à la jeunesse et un représentant des Centres publics d'action sociale, elle se réunit au moins quatre fois par an.

Art. 23*bis*. Pour autant qu'elle ne soit pas instituée dans un décret intersectoriel, une plateforme de concertation rassemblant les acteurs pertinents en matière d'accrochage scolaire à l'échelle de l'arrondissement est créée.

Cette plate-forme est co-présidée par un représentant du secteur de l'aide à la jeunesse et un représentant du secteur de l'enseignement. Elle se réunit au moins quatre fois par an.

Art. 23*ter*. Chaque conseil a la faculté de créer une ou plusieurs plate-forme de concertation au regard du diagnostic social visé à l'article 21, 1° ou par le plan d'actions visé à l'article 21, 2°.

La composition, les modes de désignation et les modalités de fonctionnement des plates-formes visées à l'alinéa premier sont déterminées par le conseil.

Art. 24. Les plates-formes de concertation visées aux articles 23, 23*bis* et 23*ter* ont pour missions de :

1° stimuler et favoriser la mise en réseau et la collaboration des acteurs concernés;

2° le cas échéant, évaluer la mise en œuvre dans l'arrondissement de protocoles de collaboration intersectoriels conclus entre le secteur de l'aide à la jeunesse et d'autres secteurs;

3° transmettre au conseil d'arrondissement ses recommandations en vue d'alimenter le diagnostic social et l'évaluation du plan d'actions de prévention générale;

4° transmettre au conseil d'arrondissement ses avis dans le cadre de l'élaboration de son plan d'actions de prévention générale et le cas échéant, proposer la mise en œuvre d'actions de prévention générale;

5° transmettre au conseil d'arrondissement tout élément lui permettant d'exercer sa mission d'information ou d'interpellation telle que définie à l'article 21, 4°.

Art. 25. Chaque plate-forme de concertation peut entendre et inviter à ses travaux, d'initiative ou à leur demande, toute personne physique ou morale susceptible de l'éclairer dans ses missions visées à l'article 24.

Art. 25*bis*. Le conseil d'arrondissement établit un rapport d'évaluation de son plan d'action triennal visé à l'article 21, 2° et le transmet à l'administration compétente. Celle-ci établit, tous les trois ans, un rapport global relatif à la prévention générale sur la base, entre autres, des rapports d'évaluation de chaque conseil d'arrondissement.

Le rapport global est transmis au conseil communautaire.

Art. 25*ter*. Le gouvernement fixe :

1° le fonctionnement du conseil d'arrondissement et des plates-formes visées aux articles 23 et 23*bis*.

2° les modalités selon lesquelles le diagnostic social et le plan d'action sont élaborés par le conseil d'arrondissement;

3° le contenu et les délais des rapports rendus par le conseil d'arrondissement;

4° la procédure de nomination des membres du conseil d'arrondissement;

5° la composition, la procédure de nomination des membres des plates-formes de concertation visées aux articles 23 et 23*bis*;

6° les indemnités allouées aux membres du conseil d'arrondissement et des plates-formes visées aux articles 23 et 23*bis*;

7° les conditions dans lesquelles les conseils d'arrondissement peuvent proposer d'engager des dépenses;

8° La répartition des budgets pour chaque arrondissement. »

Art. 20. L'article 26 est remplacé par la disposition suivante : « Il est institué un conseil communautaire de l'aide à la jeunesse. Les membres de ce conseil sont nommés par le gouvernement pour une durée de six ans. »

Art. 21. Le § 2 de l'article 27 du même décret, modifié par le Décret du 19 mai 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Cette compétence comporte notamment les missions suivantes :

1° donner avis sur tout avant-projet de décret, tout projet d'arrêté réglementaire relatif à l'aide à la jeunesse ainsi que sur les avis et propositions émanant des sections thématiques visées à l'article 29*bis*.

2° donner avis, d'initiative ou à la demande du gouvernement :

a) sur l'organisation, la coordination et le cadre du personnel des institutions publiques, du service de protection judiciaire et du service de l'aide à la jeunesse;

b) sur la réglementation relative aux institutions publiques au moins tous les trois ans;

c) sur les principes de programmation en matière de services agréés, institutions et autres moyens mis en œuvre pour l'application du présent décret telles que visées à l'article 43*bis*;

d) sur les programmes de prévention et de formation de la cellule de coordination de l'aide aux enfants victimes de maltraitance au moins tous les trois ans;

3° de formuler toutes propositions, d'initiative ou à la demande du ministre, sur l'orientation générale de l'aide à la jeunesse;

4° de faire rapport tous les trois ans sur le type et le nombre de places nécessaires au sein des institutions publiques de protection de la jeunesse;

5° d'interpeller, le cas échéant, en concertation avec un ou plusieurs conseils d'arrondissement, les autorités publiques de tous les niveaux de pouvoir et l'ensemble des services agréés ou non par l'aide à la jeunesse et les services publics, à propos de toute situation défavorable au développement personnel des jeunes et à leur insertion sociale sur le territoire de la Communauté française. »

Art. 22. A l'article 28 du même décret, modifié par les Décrets des 6 avril 1998, 30 juin 1998, 12 mai 2004; complété par le Décret du 19 mai 2004 et modifié par le Décret du 30 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Le conseil communautaire comprend :

1) un membre de chaque conseil d'arrondissement choisi sur une liste de trois candidats présentée par chaque conseil;

2) un représentant par organisation ou fédération des services agréés, choisis sur une liste de trois candidats présentée par chaque organisation ou fédération;

3) trois représentants des organisations représentatives des travailleurs du secteur privé de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, choisis sur une liste de trois candidats présentée par chaque organisation;

4) trois représentants des organisations représentatives des travailleurs du secteur public de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, choisis sur une liste de trois candidats présentée par chaque organisation;

5) un représentant de la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse choisi sur une liste de trois candidats présentés par ladite Commission et un représentant de la Commission Consultative des Maisons et Centres de Jeunes choisi sur une liste de trois candidats présentés par ladite Commission;

6) un représentant de l'Office de la Naissance et de l'Enfance choisi sur une liste de trois candidats présentée par le conseil d'administration de cet Office;

7) deux représentants des équipes SOS Enfants choisis sur une liste de six candidats présentée par les organisations représentatives des Equipes SOS Enfants;

8) un représentant du Comité d'accompagnement de l'Enfance maltraitée choisi sur une liste de trois candidats désignés en son sein;

9) un représentant des centres publics d'action sociale choisi sur une liste de trois candidats présentée par l'Union des Villes et des Communes de Wallonie;

10) un représentant des centres publics d'action sociale choisi sur une liste de trois candidats présentée par l'Association de la Ville et des Communes de Bruxelles;

11) un représentant de la ligue des familles choisi sur une liste de trois candidats présentée par son conseil d'administration;

12) un représentant du Conseil supérieur de l'adoption choisi sur une liste de trois candidats présentés par son président;

13) deux conseillers choisis sur une liste de six candidats proposée collégialement par les conseillers;

14) deux directeurs choisis sur une liste de six candidats proposée collégialement par les directeurs;

15) deux représentants de l'Union francophone des magistrats de la jeunesse, dont un juge de la jeunesse et un magistrat du ministère public, choisis sur une liste double présentée par cette union;

16) un membre du parquet général proposé par les procureurs généraux des Cours d'appel de Bruxelles, Liège et Mons;

17) un conseiller d'une chambre jeunesse d'une cour d'appel proposé collégialement par les conseillers des chambres d'appel de la jeunesse de Bruxelles, Liège et Mons;

18) un représentant du Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux;

19) un représentant des délégués des services de l'aide à la jeunesse et des services de protection judiciaire, choisi sur une liste de trois candidats proposée collégialement par les délégués;

20) le président de chacune des sections créées au sein du conseil communautaire visées à l'article 29;

21) un représentant désigné par chaque ministre membre du gouvernement;

22) le fonctionnaire dirigeant de l'administration compétente ou son délégué;

23) trois personnes du secteur de la recherche scientifique désignées sur proposition du gouvernement;

24) le délégué général;

25) le Ministre de la Justice ou son représentant;

26) un membre du personnel de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse;

27) le fonctionnaire dirigeant de la Direction générale de l'enseignement obligatoire, ou son délégué;

28) le fonctionnaire dirigeant du service public fédéral santé publique ou son délégué;

28*bis*) le fonctionnaire dirigeant de la direction générale opérationnelle des pouvoirs locaux, de l'action sociale et de la santé ou son délégué;

28*ter*) le fonctionnaire dirigeant du service santé de l'administration de la commission communautaire française ou son délégué;

29) un directeur des institutions publiques ou son représentant;

30) un représentant du service bruxellois « Personne Handicapée Autonomie Recherchée »;

31) un représentant de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.

Le président peut inviter aux travaux du conseil communautaire, d'initiative ou à leur demande, toute personne ou service agréé ou non par l'aide à la jeunesse susceptible de l'éclairer dans ses missions visées à l'article 27.

Le gouvernement nomme, pour chaque membre ayant voix délibérative, un membre suppléant selon la même procédure que pour les membres effectifs. »

2° Au § 2, les mots « au § 1er, 14°, 17°, 18°, 19°, 20° et 21° du présent article » sont remplacés par les mots « au § 1er, 21°, 22°, 23°, 24°, 25°, 26°, 27°, 28°, 28*bis*, 28*ter*, 30° et 31 du présent article. »

Art. 23. L'article 29 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 29. Le gouvernement règle le fonctionnement du conseil communautaire et fixe les indemnités allouées à ses membres. Il fixe les délais dans lesquels les avis doivent être rendus et détermine la procédure à suivre si ceux-ci ne sont pas respectés. »

Art. 24. Un article 29*bis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 29 et avant l'article 30 du même décret :

« Art. 29*bis*. Des sections thématiques peuvent être créées au sein du conseil communautaire à l'initiative du gouvernement.

Il est créé une section thématique du conseil communautaire relative à l'accueil familial.

Les sections thématiques disposent d'une compétence pour émettre, d'initiative ou à la demande du Ministre ou du conseil communautaire, des avis et propositions sur toute matière intéressant la thématique pour laquelle elles ont été crées. Elles transmettent leurs avis et propositions simultanément au Ministre et au conseil communautaire de l'aide à la jeunesse. Le conseil communautaire, après examen des avis et propositions émanant de la section thématique, rend un avis au ministre.

Le gouvernement fixe les missions, la composition, le fonctionnement et les indemnités allouées aux membres des sections thématiques.

Des groupes de travail peuvent être créés au sein du conseil communautaire à son initiative. »

Art. 25. Le TITRE IV*bis* du même Décret, inséré par le Décret du 7 décembre 2007, ainsi que les articles 30*bis* à 30*quater* du même Décret, insérés par le Décret du 7 décembre 2007, sont abrogés.

Art. 26. L'article 31 du présent décret est complété par un alinéa rédigé comme suit « Une section de permanence spécialisée est organisée au sein de la section sociale selon les conditions fixées par le gouvernement. »

Art. 27. Le § 2 de l'article 32 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le conseiller :

1° examine les demandes d'aide et propose, s'il y a lieu, les mesures d'aide visées à l'article 36;

2° mène, dans le cadre de la prévention générale telle que définie à l'article 1er, 21°, un programme de prévention générale qu'il établit en tenant compte du diagnostic social et du plan d'actions visés à l'article 21;

3° établit, tous les 3 ans, un rapport d'évaluation de son programme de prévention générale;

4° décide, dans les limites fixées par le gouvernement, des dépenses exposées en vue de l'aide individuelle octroyée en application du décret et délivre à l'intention des services agréés ou non par l'aide à la jeunesse les documents justificatifs;

5° informe le Ministère public des situations visées aux articles 38 et 39 du Décret ou des articles 8 et 9 de l'ordonnance du 29 avril 2004.

6° reçoit les demandes d'information du jeune, d'un membre de sa famille ou d'un de ses familiers ainsi que les demandes d'interpellation et d'investigation du délégué général et y donne suite conformément à l'article 36, § 5;

7° participe à l'élaboration du diagnostic social et du plan d'actions visés à l'article 21, veille à l'exécution des décisions du conseil d'arrondissement et en assure le secrétariat.

Le rapport d'évaluation visé au 3° est transmis à l'administration compétente qui établit, tous les trois ans, un rapport global relatif à la prévention générale sur la base, entre autres, des rapports d'évaluation de chaque conseiller.

Le rapport global est transmis au conseil communautaire. »

Art. 28. A l'article 33 sont apportées les modifications suivantes :

1° a alinéa 3, les mots « agréés ou non par l'aide à la jeunesse » sont ajoutés entre les mots « des services » et « les documents justificatifs »;

2° a alinéa 4, les mots « à l'article 51 » sont remplacés par les mots « à l'article 33*bis* ».

Art. 29. Un article 33*bis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 33 et avant l'article 34 du même décret :

« Art. 33*bis*. Un service de protection judiciaire, dirigé par le directeur, est mis à disposition de chaque tribunal de la jeunesse.

Il comporte deux sections :

1° la section sociale;

2° la section administrative;

Une section éducative est organisée au sein du service de protection judiciaire selon les conditions fixées par le gouvernement.

Le tribunal de la jeunesse communique au directeur les mesures qu'il prend en vertu des articles 38 du décret ainsi que celles qu'il prend en vertu du Titre II chapitre III section II de la loi du 8 avril 1965 lorsqu'elles prescrivent un placement ou impliquent une surveillance ou un contrôle du service de protection judiciaire ou une mesure d'accompagnement éducatif intensif et d'encadrement individualisé.

Le service de protection judiciaire met en œuvre les mesures prises par le tribunal de la jeunesse en vertu du Titre II chapitre III section II de la loi du 8 avril 1965 lorsqu'elles prescrivent une mesure d'accompagnement éducatif intensif et d'encadrement individualisé ou lorsqu'elles impliquent une surveillance ou un contrôle du service de protection judiciaire. »

Art. 30. A l'article 36 du même décret, modifié par le Décret du 16 mars 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 2, 1° sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « , agréé ou non dans le cadre du présent décret, » sont abrogés

b) les mots « aide sociale » sont remplacés par les mots « action sociale ».

2° Au § 4, les mots « agréés ou non par l'aide à la jeunesse » sont insérés entre les mots « les différents services » et les mots « amenés à intervenir »

3° Au § 5, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse » sont abrogés

b) les mots « dans le cadre du présent décret » sont abrogés

c) les mots « service privé » sont remplacés par les mots « service agréé ou non par l'aide à la jeunesse »

4° le § 6 est remplacé par le § suivant :

« Lorsque les conditions définies à l'article 7, alinéa 1er, du décret sont réunies, le conseiller peut, après avoir constaté qu'aucun autre service ou particulier n'est en mesure à ce moment d'apporter au jeune une aide appropriée, exceptionnellement et provisoirement tant que les démarches prévues au § 2 n'ont pas abouti, confier aux services agréés ou non par l'aide à la jeunesse et aux particuliers qui concourent à l'application du présent décret, le soin d'apporter l'aide appropriée durant le temps nécessaire. »

5° Au § 7, les mots « relative à la protection de la jeunesse » sont abrogés.

Art. 31. A l'article 39, alinéa 2, les mots « service résidentiel agréé » sont remplacés par les mots « service résidentiel agréé ou non par l'aide à la jeunesse. »

Art. 32. A l'article 43 du même Décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1er, les mots « personne physique ou morale » sont remplacés par les mots « personne morale »

2° A l'alinéa 1er, les mots « , moyennant subventions, » sont abrogés

3° L'alinéa 2 est abrogé.

Art. 33. Un article 43*bis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 43 et avant l'article 44 du même décret :

« Art. 43*bis*. Les personnes morales visées à l'article 43 sont agréées sur la base de principes de programmation. Ceux-ci sont établis par le gouvernement après avis du conseil communautaire conformément à l'article 27, § 2, et visent à permettre à toute personne visée à l'article 1er, 1° à 4° de bénéficier d'une prise en charge adaptée par un service agréé. »

Art. 34. A l'article 44 du même Décret, un point 2°*bis*, rédigé comme suit, est inséré entre les points 2° et 3° : « 2°*bis* la mise en place d'un conseil pédagogique; »

Art. 35. Un article 45*bis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 45 et avant l'article 46 du même décret :

« Art. 45*bis*. Le gouvernement arrête les conditions générales d'agrément et fixe la procédure d'agrément des organismes qui ont pour mission d'assurer la formation et le perfectionnement du personnel des différents secteurs, public et privé, de l'aide à la jeunesse, de la protection de la jeunesse et de l'aide sociale générale après avoir pris l'avis du conseil communautaire et ce, sans préjudice des formations à destination du personnel du service public organisées par l'administration compétente. Il statue sur les demandes d'agrément après avoir pris l'avis de la commission d'agrément visée à l'article 46. »

Art. 36. A l'article 46 du même Décret, modifié par les Décrets des 6 avril 1998 et 5 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1er, alinéa 2 du sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « trente-deux membres » sont remplacés par les mots « vingt-sept membres »

b) Au point 1°, les mots « le président du conseil communautaire » sont remplacés par « un représentant des services agréés de pro-tutelle »

c) Au point 2°, les mots « un juge d'appel de la jeunesse choisi sur une liste double proposée collégialement par les juges d'appel de la jeunesse » sont remplacés par les mots « un conseiller d'une chambre jeunesse d'une cour d'appel proposé collégialement par les conseillers des chambres d'appel de la jeunesse de Bruxelles, Liège et Mons »

d) Au point 5°, les mots « deux magistrats de la jeunesse » sont remplacés par les mots « deux représentants de l'union francophone des magistrats de la jeunesse, dont l'un du siège, l'autre du ministère public »

e) Au point 7°, les mots « deux représentants » sont remplacés par les mots « un représentant »

f) Au point 8°, les mots « sept représentants » sont remplacés par les mots « six représentants »

g) Au point 9°, les mots « un représentant des maisons familiales » sont remplacés par les mots « un représentant des organismes d'adoption »

h) Au point 10°, les mots « un représentant des organismes d'adoption » sont remplacés par les mots « trois représentants des institutions offrant un hébergement aux jeunes »;

i) Au point 11°, les mots « trois représentants des institutions offrant un hébergement aux jeunes » sont remplacés par les mots « trois représentants des organisations représentatives des travailleurs du secteur privé »;

j) Au point 12°, les mots « trois représentants des organisations représentatives des travailleurs du secteur privé » sont remplacés par les mots « deux fonctionnaires de l'administration compétente, dont un est chargé du secrétariat de la commission, ayant voix consultative »

k) Au point 13°, les mots « un représentant de l'Office de la Naissance et de l'Enfance sur proposition du conseil d'administration de cet Office » sont remplacés par les mots « un représentant du Ministre ayant voix consultative »;

l) Les points 14° à 16° sont abrogés.

2° Au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) Les mots « Les membres visés au § 1er, 1°, à 14° sont nommés pour un terme renouvelable de six ans. » sont remplacés par les mots « Les membres visés au § 1er, 1° à 12° sont nommés pour un terme de six ans. »

b) Les mots « Le Gouvernement nomme les membres vises au § 1er, 5° à 11°, sur une liste double de candidats présentée par les unions et fédérations représentatives. » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement nomme les membres effectifs et leurs suppléants visés au § 1er, 1° et 3° à 11°, sur deux listes doubles de candidats présentées par les unions et fédérations représentatives. »

3° Au § 3, sont apportés les modifications suivantes :

a) A l'alinéa 2, les mots « sur la base des critères de programmation élaborés par le conseil communautaire d'aide à la jeunesse. » sont remplacés par les mots « sur la base des principes de programmation fixés par le gouvernement en vertu de l'article 43*bis*. »

b) A l'alinéa 4, les mots « le respect des normes d'agrément et de subventions. » sont remplacés par les mots « le respect des conditions générales d'agrément tel que définies par le gouvernement. »

Art. 37. Un article 46*bis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 46 et avant l'article 47 du même décret :

« Art. 46*bis*. Lorsqu'il est constaté que le service agréé ne satisfait plus aux conditions d'agrément ou qu'il refuse ou omet de satisfaire aux obligations fixées à l'article 44, le gouvernement peut, après l'avoir mis en demeure, retirer l'agrément, selon les modalités qu'il détermine.

En cas de remplacement de la personne physique qui gère un service agréé et en assure la direction effective, le Ministre peut, suivant les modalités fixées par le gouvernement, soit confirmer l'agrément, soit suspendre celui-ci en attendant la mise en place d'une direction qui satisfait aux dispositions fixées par le gouvernement. »

Art. 38. Un Chapitre Ier*bis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 46*bis* nouveau et l'article 47 du même décret : « CHAPITRE Ier*bis*. — Les subventions des services agréés et non agréés »

Art. 39. L'article 47 du même Décret est remplacé comme suit :

« Art. 47. § 1er. Le gouvernement fixe les conditions auxquelles les services agréés peuvent être subventionnés en vertu du présent décret pour la prise en charge des jeunes qui leur sont confiés.

Les personnes morales qui apportent de manière partielle ou occasionnelle leur concours à l'application du présent décret peuvent bénéficier de subventions selon les modalités fixées par le gouvernement sans toutefois être agréées.

§ 2. Les subventions comprennent, selon les cas, une part variable et une part fixe. La part variable constitue un forfait couvrant les frais ordinaires et spéciaux d'entretien et d'éducation du jeune. La part fixe couvre les frais de personnel et les frais de fonctionnement du service.

Le gouvernement détermine, s'il échet, la nature des données provenant du cadastre de l'emploi tel que défini par le décret de la Communauté française du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française et qui sont transmises à l'administration compétente en vue de la fixation des frais de personnel. La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale et de ses arrêtés d'exécution.

§ 3. Les subventions sont liquidées sous la forme d'avances mensuelles. »

Art. 40. L'article 48 du décret, modifié par le Décret du 6 avril 1998, est abrogé.

Art. 41. L'article 49 du décret est abrogé.

Art. 42. Un Titre VIII*bis*, rédigé comme suit, est inséré après l'article 50 et avant l'article 51 du Décret :

« TITRE VIII*bis*. — L'évaluation, la participation et les pratiques innovantes du secteur de l'aide à la jeunesse

CHAPITRE Ier. — l'évaluation des services agréés, des services de l'aide à la jeunesse et de protection judiciaire et des institutions publiques.

Section 1re. — L'évaluation à usage interne

Art. 50*bis*. Au moins tous les deux ans, chaque service agréé procède à une évaluation de son dispositif d'accueil et d'accompagnement lors de la séance de son conseil pédagogique et avec l'ensemble des personnes concernées.

Cette évaluation a pour but d'améliorer le fonctionnement du service et la qualité de l'aide apportée aux personnes visées à l'article 1er, 1° à 4°.

Les résultats de cette évaluation sont exclusivement réservés à l'usage interne du service agréé.

Les modalités de cette évaluation portent au moins sur les 6 critères suivants :

1° la prise en compte de la parole des personnes visées à l'article 1er, 1° à 4°, dans l'évolution des pratiques et du projet pédagogique;

2° le développement de pratiques innovantes visées à l'article 50*sexies*, alinéa 2 ou de nouvelles modalités de prise en charge;

3° les collaborations avec les services agréés ou non par l'aide à la jeunesse ou avec d'autres secteurs concernés par l'aide à la jeunesse;

4° la collaboration, selon les cas, avec le conseiller, le directeur, le tribunal de la jeunesse ou les services agréés;

5° la cohérence entre le fonctionnement du service agréé et ses missions et pratiques;

6° la concordance entre le public visé par le projet pédagogique et le public effectivement pris en charge.

Art. 50*ter*. Chaque service de l'aide à la jeunesse et de protection judiciaire et chaque institution publique procède à une évaluation à usage interne destinée à améliorer son fonctionnement et la qualité de l'aide apportée aux personnes visées à l'article 1er, 1° à 4°.

Cette évaluation est menée selon les réglementations et les dispositions administratives en vigueur dans les services du gouvernement.

Section 2. — L'évaluation de la mise en œuvre des principes du décret

Art. 50*quater*. Le Gouvernement initie une évaluation scientifique externe, en collaboration avec l'administration compétente, qui a pour objectif d'évaluer la pertinence et l'efficacité des mesures mises en œuvre par l'ensemble du secteur pour rencontrer les principes du décret visés au titre préliminaire. Pour ce faire, des chercheurs sont désignés à la suite d'un appel d'offre rendu public.

Dans ce cadre, un comité chargé d'accompagner cette évaluation est mis en place, selon les modalités fixées dans l'appel d'offre. Ce comité se compose à minima :

1° de représentants de l'Observatoire de l'enfance de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse;

2° d'un représentant du ministre;

3° de représentants de l'administration compétente;

4° d'un représentant des services agréés.

Le rapport final est remis au Gouvernement au plus tard à la mi-législature. Dans les trois mois qui suivent la réception du rapport, le Gouvernement le transmet pour information au conseil communautaire et au Parlement.

CHAPITRE II. — La participation des personnes visées à l'article 1er, 1° à 4°

Art. 50*quinquies*. Les services agréés, les services de l'aide à la jeunesse et de protection judiciaire ainsi que les institutions publiques organisent, de manière continue, la participation des personnes visées à l'article 1er, 1° à 4°.

Celle-ci doit permettre à toute personne visée à l'article 1er, 1° à 4°, de donner librement son opinion et d'être écoutée quant à la manière dont elle perçoit l'intervention dont elle bénéficie et les effets qu'elle produit.

Annuellement, chaque conseil pédagogique examine les processus de participation mis en place par le service agréé avec les personnes visées à l'article 1er, 1° à 4° du présent décret, les constats auxquels ils donnent lieu et la manière dont ils ont été pris en compte pour améliorer les pratiques du service agréé.

CHAPITRE III. — Les pratiques innovantes

Art. 50*sexies*. Le gouvernement soutient, dans les limites des crédits budgétaires, les pratiques innovantes en matière d'intervention auprès des jeunes et des familles selon les modalités qu'il détermine, prévoyant au moins un appel à projets tous les deux ans.

Ces pratiques visent à apporter une réponse à des besoins nouveaux ou non rencontrés et à améliorer les pratiques existantes. «

Art. 43. A l'article 52 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° Le 1° est remplacé comme suit : « les services agréés dans le cadre du décret »

2° Au point 3°, les mots « de protection de la jeunesse » sont abrogés

3° Le 4° est remplacé comme suit : « les services non agréés par l'aide à la jeunesse et les personnes qui apportent occasionnellement leur concours à l'application du décret. »

Art. 44. L'article 53 du même décret, abrogé par le Décret du 6 avril 1998 et rétabli par le Décret du 19 mai 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 53. Des protocoles de collaboration sont conclus entre le secteur de l'aide à la jeunesse et d'autres secteurs dans le but de renforcer la prévention générale telle que définie à l'article 1er, 21° ou d'améliorer la prise en charge des jeunes et des familles visés par le décret.

Le gouvernement prend les mesures nécessaires visant à conclure ou à améliorer ces protocoles en particulier, avec les secteurs de la petite enfance, des personnes handicapées, de la santé mentale, des centres publics d'action sociale et de l'enseignement. »

Art. 45. L'article 54 du même décret, remplacé par le Décret du 19 mai 2004, est abrogé.

Art. 46. A l'article 55 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1er, les mots « relative à la protection de la jeunesse » sont abrogés

2° A l'alinéa 2, les mots « conformément à l'article 48 du présent décret » sont abrogés.

Art. 47. A l'article 57 du même décret, les mots « l'article 458 du code pénal est applicable » sont remplacés par les mots « les articles 458 et 458*bis* du Code pénal sont applicables »

Art. 48. A l'article 58, les mots « d'une amende de vingt-six francs à cinq mille francs » sont remplacés par les mots « d'une amende de vingt-six euros à cinq mille euros »

Art. 49. A l'article 59 du même décret, les mots « cinquante francs à cinq cents francs » sont remplacés par les mots « cinquante euros à cinq cents euros ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 novembre 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F.. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 416-1. — Amendements de commission, n° 416-2. — Rapport, n° 416-3. — Amendement de séance, n° 416-4.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 28 novembre 2012.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C − 2013/29148]

29 NOVEMBER 2012. — Decreet tot wijziging van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Er wordt een inleidende titel, luidend als volgt, ingevoegd in het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd :

« Inleidende titel : algemeen kader waartoe het Decreet inzake hulpverlening aan de jeugd behoort.

Het decreet rust op de volgende beginsels :

1° De gespecialiseerde hulpverlening aan de jeugd is aanvullend en suppletoir bij de andere vormen van algemene maatschappelijke hulpverlening.

2° De voorrang wordt aan de algemene preventie verleend.

3° De hulpverlening aan de jeugd kadert in een aanpak tot onttrekking aan de gerechtelijke macht en subsidiariteit van de afdwingbare hulpverlening tegenover de vrijwillige hulpverlening.

4° Elke opgelegde hulpverleningsmaatregel, met inbegrip van deze om voor de plaatsing van een kind te zorgen, in dringend noodgeval en bij gebrek aan een overeenkomst met de begunstigden van de hulpverlening, wordt door de Franse Gemeenschap uitgevoerd in het kader van een gerechtelijke beslissing. Hetzelfde geldt voor de plaatsing in een overheidsinstelling, de maatregel om intensief educatief begeleid te worden en om individueel begeleid te worden of de maatregel die een toezicht inhoudt of een toezicht van de dienst voor gerechtelijke bescherming. Elke betwisting betreffende de toekenning, de weigering tot toekenning en de nadere regels voor de toepassing van een maatregel tot individuele hulpverlening genomen in het kader van het decreet wordt aanhangig gemaakt bij de Jeugdrechtbank.

5° De hulpverlening moet prioritair plaatsvinden in de leefomgeving, waarbij de verwijdering van deze de uitzondering moet zijn.

6° Jongeren en hun families hebben recht op gespecialiseerde hulpverlening en de inachtneming van hun rechten en vrijheden waaronder deze verwoord in de Grondwet en het Verdrag inzake de rechten van het kind, met inbegrip van de rechten van het kind dat gescheiden is van beide ouders of van één van beide om regelmatige persoonlijke relaties en directe contacten met ze te hebben, behoudens als dit tegen het hoger belang van het kind indruist alsook het recht op deelneming.

7° Via de deelneming van de begunstigden, de vernieuwende en evaluerende praktijken werken de erkende en openbare diensten ten bate van de constante verbetering van de kwaliteit van de hulp verleend aan de jongeren en de families.

8° De opvang door de al dan niet door de hulpverlening aan de jeugd erkende diensten en door de overheidsinstellingen beantwoordt aan erkende behoeften inzake jeugddelinquentie, met als doel de maatschappelijke herinschakeling van de jongere waaraan een educatieve en herstelgerichte aanpak ten grondslag ligt.

9° De coördinatie en het overleg tussen de verschillende sectoren en instanties die bijdragen tot de toepassing van dit decreet worden beoogd.

10° De Franse Gemeenschap zorgt voor het informeren en de opleiding bij de indiensttreding en de voortgezette opleiding van het personeel van de erkende diensten en van de openbare diensten van de sector van de hulpverlening aan de jeugd die bijdragen tot de toepassing van dit decreet.

11° De Franse Gemeenschap staat in voor het informeren van het geheel van de burgers inzake hulpverlening aan de jeugd en de bescherming ervan.

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 6 april 1998, 19 mei 2004 en 7 december 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het punt 5° wordt vervangen door het volgende punt : « 5° opvangouder : de persoon die vrijwillig, in het kader van een maatregel van gespecialiseerde hulpverlening voor de huisvesting van een kind zorgt voor wie ze niet over de ouderlijke macht beschikt ».

2° Het punt 12° wordt door het volgende punt vervangen : « 12° algemeen afgevaardigde : algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind om de rechten te vrijwaren en de belangen te behartigen van alle kinderen en alle jongeren, inzonderheid in het kader van de hulpverlening aan de jeugd »

3° Het punt 14° wordt door het volgende punt vervangen : « 14° erkende diensten : de door de hulpverlening aan de jeugd erkende diensten die samenwerken aan de toepassing van het decreet of die bijdragen tot de omkadering van de maatregelen inzake jeugdbescherming »

4° Het punt 17° wordt door het volgende punt vervangen : « 17° postinstitutionele begeleiding : opvoedende begeleiding in de leefomgeving van de jongere uitgevoerd op het einde van de plaatsingsmaatregel van deze in een overheidsinstelling en waarvan de nadere regels bepaald worden in de pedagogische projecten van de overheidsinstellingen ».

5° Bij punt 18° worden de woorden « de administratie die bevoegd is voor jeugdbescherming » vervangen door de woorden « de administratie die bevoegd is voor hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming »;

6° Het punt 20° wordt door het volgende punt vervangen : « 20° opvoedafdeling : afdeling voor intensieve begeleiding en mobilisatie, en voor observatie »

7° Artikel 1 van hetzelfde Decreet wordt met de volgende punten aangevuld :

« 21° algemene preventie : alle acties gevoerd op het sociaal-opvoedende gebied zowel op plaatselijk niveau als op regionaal of gemeenschapsniveau die tot doel hebben de vermindering van het globale institutionele, symbolische, familiale of nog verder relationele geweld tegen kinderen en jongeren en om te vermijden dat de kinderen en de jongeren geweld plegen als reactie daarop;

22° actieplan : plan met alle acties inzake algemene preventie geleid door de arrondissementsraad in samenwerking met de andere sectoren en met als doel het oplossen van de maatschappelijke problemen geïdentificeerd, door de sector voor hulpverlening aan de jeugd in overleg met de andere sectoren, als risico- of uitsluitingfactoren voor de jongeren en hun gezin;

23° wet van 8 april 1965 : de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade;

24° ordonnantie van 29 april 2004 : ordonnantie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan jongeren in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

25° herstelgerichte aanpak : aanpak die prioritair gericht is op het herstel van de materiële en relationele schade verricht door een als misdrijf omschreven feit alsook van schade opgelopen door de collectiviteit;

26° pedagogische raad : raad binnen elke erkende dienst, samengesteld uit de directie en het personeel en desgevallend de jongeren. »

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het Decreet van 1 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « de diensten die hun medewerking verlenen » vervangen door de woorden « de al dan niet door de hulpverlening erkende diensten die hun medewerking verlenen »

2° Het derde lid wordt door het volgende lid vervangen :

« Alle bij dit decreet, al dan niet door de hulpverlening aan de jeugd erkend, bedoelde diensten, met inbegrip van de overheidsinstellingen, zijn er bovendien toe gehouden zich te schikken naar de deontologieregels die op de voordracht van de Gemeenschapsraad door de Regering worden vastgesteld. »

3° Het vierde lid wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : « De jongere, zijn familie en zijn leefgenoten hebben het recht de niet-naleving van hun rechten bij de bevoegde administratie aanhangig te maken, via een brief gericht aan de leidend ambtenaar van de bevoegde administratie. ».

Art. 4. In artikel 4*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het Decreet van 19 mei 2004 en gewijzigd bij het Decreet van 16 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

in het eerste lid worden de woorden « »commissie deontologie » genoemd » opgeheven

in het tweede lid worden de woorden « heeft de commissie deontologie als opdracht » vervangen door de woorden « heeft de commissie deontologie voor de hulpverlening aan de jeugd als opdracht »

in het tweede lid worden de woorden « op aanvraag van de minister die belast is met de hulpverlening aan de jeugd » vervangen door de woorden « op aanvraag van de minister »

2° § 2 wordt door de volgende paragraaf vervangen :

« § 2. De commissie deontologie voor hulpverlening aan de jeugd omvat tien stemgerechtigde leden, benoemd voor een mandaat van zes jaar door de Regering.

Ze bestaat uit :

1° een jeugdmagistraat;

2° een lid van de Liga voor de rechten van de Mens gekozen op een lijst van twee kandidaten voorgedragen door de Raad van bestuur ervan;

3° drie personen uit de sector van het wetenschappelijk onderzoek gekozen op een lijst van drie kandidaten voorgedragen door iedere Franstalige universiteit gelegen op het grondgebied van de Franse Gemeenschap;

4° een lid van de gemeenschapsraad gekozen op een lijst van twee kandidaten voorgedragen door de raad;

5° een vertegenwoordiger van de adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd gekozen op een lijst van drie kandidaten collegiaal voorgedragen door de adviseurs;

6° een vertegenwoordiger van de directeurs voor hulpverlening aan de jeugd gekozen op een lijst van drie kandidaten collegiaal voorgedragen door de directeurs;

7° een licentiaat of een houder van een master in de klinische psychologie of in de sociobiologie of in de wijsbegeerte of een doctor in de geneeskunde gespecialiseerd in psychiatrie die een professionele ervaring kan bewijzen op het gebied van de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming gekozen op basis van de resultaten van een publieke oproep tot de kandidaten;

8° een vertegenwoordiger van de erkende diensten gekozen op een lijst van drie kandidaten collegiaal voorgedragen door de vertegenwoordigers van de erkende diensten.

Alle leden worden aangewezen onder de personen erkend voor hun bevoegdheden en/of ervaring inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming. Ze verbinden er zich toe bij hun deelneming aan de werkzaamheden van de commissie deontologie de beginsels van dit decreet in acht te nemen.

Worden eveneens benoemd door de Regering, om met raadgevende stem deel te nemen aan de vergaderingen, één personeelslid van het bevoegde bestuur en een directeur voor hulpverlening aan de jeugd, alsook een directeur van een overheidsinstelling.

Wanneer er een klacht wordt ingediend door een personeelslid van de Franse Gemeenschap tegen een ander personeelslid van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig § 1, derde lid van dit artikel, nemen de twee leden bedoeld bij het vierde lid van § 2 van het bestuur deel aan de vergaderingen met raadgevende stem. ».

3° In § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

Het tweede lid wordt door het volgende lid vervangen : « De commissie deontologie heeft haar zetel op het bevoegde bestuur. Ze wordt door de Voorzitter bijeengeroepen. Het secretariaat en het bewaren van het archief worden door het bevoegde bestuur waargenomen ».

In het derde lid worden, in de Franse tekst, de woorden « de chaque réunion est dressé » vervangen door de woorden « est établi pour chaque réunion. »

In het derde lid worden de woorden « Een kopie van dit verslag wordt doorgegeven aan de minister belast met de hulpverlening aan de jeugd » opgeheven.

4° § 4 wordt door de volgende paragraaf vervangen :

« § 4. De aanvragen om adviezen betreffende rechtsgedingen of deontologische kwesties bedoeld in § 1, tweede lid van dit artikel, worden aan de hand van een aangetekend schrijven aan de Voorzitter van de commissie deontologie gericht.

De commissie deontologie brengt haar advies uit binnen de zes maanden na de aanvraag. Deze termijn kan verlengd worden voor een periode van drie maanden, die hernieuwbaar is, op met redenen omklede beslissing van genoemde commissie.

Het advies betreffende een rechtsgeding of een deontologische kwestie wordt door de commissie deontologie voor hulpverlening aan de jeugd aan de Minister medegedeeld, alsook aan de al dan niet door de hulpverlening erkende betrokken personen en diensten. »

5° § 5 wordt door de volgende paragraaf vervangen :

« § 5. De commissie deontologie wordt ertoe gehouden om het jaar de adviezen bekend te maken die zij gedurende het jaar heeft uitgebracht. Deze worden aan de regering toegezonden die ze aan het Parlement meedeelt. »

6° § 6 wordt door de volgende paragraaf vervangen :

« § 6. De regering bepaalt de andere nadere regels voor de werking van de commissie deontologie, het presentiegeld alsook de reisvergoeding waarop de leden ervan aanspraak kunnen maken. »

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het Decreet van 5 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste en derde lid worden de woorden « in artikel 1, 1° tot 5° » vervangen door de woorden « in artikel 1, 1° tot 4° »

2° in het derde lid worden de woorden « Deze akte wordt medegedeeld aan de jongere, aan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen en aan de personen die in rechte of in feite de jongere onder hun bewaring hebben, binnen een maximale termijn van dertig dagen vanaf de dag waarop de hulpverlening effectief verleend wordt en, desgevallend, overgezonden aan de advocaat van de jongere. ».

Art. 6. In artikel 8, eerste lid, worden de woorden « kan zich laten begeleiden door de meerderjarige persoon van zijn keuze » vervangen door de woorden « kan zich laten begeleiden door de meerderjarige persoon van zijn keuze en, desgevallend, door zijn advocaat ».

Art. 7. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « van de artikelen 36, §§ 2, 6, 7 en 38 van het decreet » vervangen door de woorden « van de artikelen 36 en 38 van het decreet »

2° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

het eerste lid wordt door het volgende lid vervangen :

« Wanneer één van de maatregelen genomen krachtens titel II, hoofdstuk III, afdeling II van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming tot een plaatsing beslist of een toezicht of een controle van de dienst voor gerechtelijke bescherming inhoudt, of een maatregel tot opvoedende begeleiding en geïndividualiseerde begeleiding, legt de in artikel 33*bis* bedoelde dienst voor gerechtelijke bescherming aan de jeugdrechtbank een verslag over de toestand van de jongere ten aanzien van wie de maatregel is genomen, op. »

b) in het tweede lid worden de woorden « na de datum van het vonnis of, bij gebreke, van de beschikking » vervangen door de woorden « na de datum van de gerechtelijke beslissing ».

Art. 8. In artikel 11 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het Decreet van 6 april 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « bij artikel 1, 1° tot 5° » vervangen door de woorden « in artikel 1, 1° tot 4° »

2° in het tweede lid worden de woorden « De betrokkenen kunnen zelf kennis nemen van de stukken die op hen betrekking hebben, met uitsluiting van de medisch-psychologische verslagen en de stukken die ter informatie door de gerechtelijke machten aan de adviseur of aan de directeur worden overhandigd » vervangen door de woorden « De betrokkenen kunnen, elk ogenblik, zelf kennis nemen van de stukken die op hen betrekking hebben, volgens nadere regels bepaald door de regering, met uitsluiting van de medisch-psychologische verslagen en de stukken die ter informatie door de gerechtelijke machten aan de adviseur of aan de directeur worden overhandigd ».

3° het derde lid wordt door het volgende lid vervangen : « Onverminderd het eerste en het tweede lid, kan, wanneer een afschrift van de stukken ter inzage wordt aangevraagd, dit afschrift gratis bezorgd worden op de aanvraag van de betrokkenen of van hun advocaat, volgens de nadere regels bepaald door de regering. ».

Art. 9. In artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het Decreet van 19 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden « Tenzij de bevoegde rechter een andersluidende, met redenen omklede, beslissing neemt, » vervangen door de woorden « Tenzij andersluidende beslissing bevestigd door de bevoegde rechter, »

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « in een residentiële dienst » vervangen door de woorden « een erkende residentiële dienst »

3° in § 2, eerste lid, worden de woorden « betreffende de jeugdbescherming » opgeheven

4° § 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : « Daartoe nodigt de verantwoordelijke van de erkende residentiële dienst of de overheidsinstelling de jongere uit, zodra hij opgenomen wordt, een document te ondertekenen waardoor hij verklaart van dit recht op de hoogte gebracht te zijn geweest; hij geeft hem er afschrift van; hij bevordert de uitoefening van dit recht. ».

Art. 10. In artikel 15, eerste lid van hetzelfde decreet, worden de woorden « Elke beslissing tot overplaatsing van een jongere van een residentiële dienst naar een andere wordt genomen door de administratieve of rechterlijke overheid die de plaatsing heeft uitgevoerd » vervangen door de woorden « Elke beslissing tot overplaatsing van een jongere van een erkende residentiële dienst naar een andere wordt genomen door de adviseur, de directeur of de jeugdrechtbank die de plaatsing heeft uitgevoerd ».

Art. 11. Het opschrift van afdeling 2 van Hoofdstuk II van Titel II van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het Decreet van 19 mei 2004, wordt door het volgende opschrift vervangen : « De bijzondere waarborgen inzake naleving van de rechten van de jongeren die toevertrouwd worden aan een overheidsinstelling, met open of gesloten stelsel of die een postinstitutionele begeleiding organiseren. ».

Art. 12. Artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het Decreet van 19 mei 2004, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 16. - § 1. De overheidsinstellingen worden, in het kader van de wet van 8 april 1965, belast met de opvang van jongeren in open of gesloten stelsel alsook met de postinstitutionele begeleiding van deze op het einde van de plaatsingsmaatregel.

De toegang tot de overheidsinstellingen wordt tot de jongeren beperkt die, vervolgd wegens als misdrijf omschreven feiten, het voorwerp uitmaken van een plaatsingsmaatregel genomen ter uitvoering van de artikelen 37, § 2, 8°, 49 of 52 van de wet van 8 april 1965.

§ 2. De opvang in gesloten stelsel op basis van de wet van 8 april 1965 kan enkel aan een overheidsinstelling voor jeugdbescherming toevertrouwd worden. Deze opvang wordt voorbehouden aan de jongere die vervolgd en geplaatst wordt in uitvoering van een gerechtelijke beslissing waarbij deze plaatsing uitdrukkelijk aanbevolen wordt.

§ 3. De overheidsinstellingen kunnen een jongere geplaatst met toepassing van § 1 niet weigeren om een andere reden dan het gebrek aan plaats. De gerechtelijke beslissing neemt het pedagogische project van de overheidsinstelling in aanmerking.

§ 4. De regering bepaalt de middelen die aan de overheidsinstellingen toegekend moeten worden om ze toe te laten hun pedagogische en opvoedende opdrachten te verwezenlijken. ».

Art. 13. Artikel 17 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het Decreet van 19 mei 2004, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 17. - § 1. Over iedere jongere die voor een periode die langer is dan vijfenveertig dagen aan een overheidsinstelling wordt toevertrouwd, wordt een medisch-psychologisch verslag opgemaakt door de pluridisciplinaire ploeg van de instelling die hem opvangt.

Dit verslag wordt aan de jeugdrechtbank medegedeeld binnen de vijfenzeventig dagen vanaf de begindatum van de opvang. Driemaandelijkse verslagen komen daarbij ook.

§ 2. Over iedere jongere die voor een periode die langer is dan vijfenveertig dagen aan de overheidsinstelling wordt toevertrouwd, wordt een sociale studie gemaakt door de sociale afdeling van de dienst voor gerechtelijke bescherming. De Regering bepaalt de rubrieken die de sociale studie moet omvatten.

Binnen vijfenzeventig dagen na de datum van opvang, wordt die studie aan de jeugdrechtbank en aan de overheidsinstelling medegedeeld. Ze wordt met driemaandelijkse studies aangevuld.

§ 3. De advocaat van de jongere ontvangt de conclusies van het medisch-psychologisch verslag en van de sociale studie, op grond waarvan hij een herziening van de maatregel kan aanvragen.

§ 4. Iedere jongere die voor een periode korter dan of gelijk aan 45 dagen toevertrouwd wordt, maakt het voorwerp van een observatie- of oriëntatieverslag uit opgesteld door de puridisciplinaire ploeg van de instelling die hem opvangt. ».

Art. 14. Artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het Decreet van 19 mei 2004, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 18. De pedagogische actie van de overheidsinstellingen beoogt de sociale herinschakeling van de jongere. Ze bevordert een herstelgerichte aanpak tegenover het slachtoffer en de maatschappij. ».

Art. 15. Artikel 19 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het Decreet van 19 mei 2004, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 19. Een maatregel tot afzondering in specifieke lokalen kan door de directie van een overheidsinstelling ten aanzien van een jongere enkel in het kader van een plaatsingsmaatregel in open of gesloten stelsel binnen een overheidsinstelling worden genomen en alleen wanneer die jongere zijn lichamelijke veiligheid of die van de andere jongeren, van het personeel of van de bezoekers in het gedrang brengt.

De directie kan geen afzonderingsmaatregel als straf bevelen.

Er moet een pedagogische begeleiding gedurende de hele duur van de afzonderingsmaatregel gewaarborgd worden.

Aan de jongere wordt door de afzonderingsmaatregel geen bij dit hoofdstuk bedoeld recht ontnomen.

De directie informeert onverwijld de rechter belast met het dossier over de plaatsing van de jongere in afzondering. Ze geeft er ook kennis van aan zijn advocaat.

De directie bevestigt de maatregel door een schriftelijk verslag gericht aan de jeugdrechtbank en aan de advocaat van de jongere. Er wordt een schriftelijk verslag aan de bevoegde administratie overgezonden.

De directie mag de afzonderingsmaatregel niet boven een duur van 24 uur verlengen zonder de instemming van de rechter belast met de toestand van de jongere. Deze maatregel kan niet een termijn van drie dagen overschrijden.

Uitzonderlijk, wanneer geen andere vorm van opvang mogelijk is en om degelijk verantwoorde redenen, kan de directie de maatregel verlengen voor een bijkomende duur, mits schriftelijke instemming van de rechter belast met de toestand van de jongere. Daartoe wordt hem door de directie de aanvraag met de instemming van een arts na onderzoek van de jongere toegestuurd. De totale duur van de afzonderingsmaatregel zal in geen geval acht dagen overschrijden.

De maatregel wordt opgeheven zodra de toestand die ze verantwoordt, ophoudt. De directeur geeft er schriftelijk bericht van aan de rechter belast met de toestand van de jongere, alsook aan de bevoegde administratie en de advocaat van de jongere. ».

Art. 16. Er wordt een artikel 19*bis*, luidend als volgt, ingevoegd na artikel 19 en vóór Hoofdstuk III van Titel II van hetzelfde decreet :

« Art. 19*bis*. § 1. De overheidsinstellingen worden ertoe gehouden de code voor de overheidsinstellingen vastgelegd door de regering in acht te nemen.

De code regelt :

1° de algemene principes;

2° de inhoud en de nadere regels voor de goedkeuring van het reglement van de overheidsinstellingen;

3° de elementen betreffende de pedagogische projecten;

4° de samenstelling van de pluridisciplinaire ploeg;

5° de nadere regels voor de opvang van de jongeren waaronder de opvang, de persoonlijke bezittingen waarover de jongere in het kader van de plaatsingsmaatregel mag beschikken, de godsdienstige en filosofische praktijk, het onderwijs, de gezondheid en hygiëne, en het zakgeld;

6° de inhoud van de verslagen bedoeld bij artikel 17, § 1 en de frequentie, de inhoud en de termijnen voor de overzending van de verslagen bedoeld bij artikel 17, § 4;

7° de nadere regels voor de contactopnemingen van de jongeren met de buitenwereld;

8° de nadere regels voor het verlaten van de instelling;

9° de lijfsvisitaties;

10° de procedure rond de afzonderingsmaatregel en de controle ervan, de rechten van de jongeren in dit kader, de lokalen en de voorwaarden waaronder ze plaats moet vinden;

11° de principes en de nadere regels voor de positieve of negatieve beoordeling van de gedragingen;

12° de nadere regels voor de overzending van informaties betreffende niet-toegelaten afwezigheden alsook de termijn binnen welke de plaats van een jongere die afwezig is zonder toelating behouden blijft;

13° de elementen met betrekking tot de samenwerking van de overheidsinstellingen met de gerechtelijke overheid en het geheel van de diensten van de sector voor hulpverlening aan de jeugd;

14° de elementen betreffende de evaluatie, de deelneming en de vernieuwende praktijken in de overheidsinstellingen;

15° de nadere regels voor de evaluatie van de inachtneming van de bepalingen van de code voor de overheidsinstellingen.

Er wordt in een toegankelijke taal een document opgesteld waarin de elementen van de code opgenomen worden die verband houden met de rechten en de plichten van de jongere gedurende zijn plaatsing en met het verloop van de maatregel die hem opgelegd werd. Aan iedere jongere wordt het document afgegeven bij zijn opname in de overheidsinstelling.

§ 2. De regering bepaalt de nadere regels voor de maatregelen voor de begeleiding na het verblijf in een instelling. ».

Art. 17. Het opschrift van Hoofdstuk III van Titel II van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het Decreet van 19 februari 2009, wordt door het volgende opschrift vervangen : « Hoofdstuk III. — Het verlaten van de overheidsinstellingen met gesloten stelsel door de jongeren ».

Art. 18. Artikel 19*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het Decreet van 19 februari 2009, wordt artikel 19*ter*, waaraan de volgende wijzigingen worden aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, » opgeheven.

2° in § 1, 2°, worden de woorden « bij gemotiveerde beslissing voor één of meer van de redenen genoemd in paragraaf 2 » opgeheven.

Art. 19. De artikelen 20 tot 25 van TITEL III. — De arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd van hetzelfde decreet, vervangen bij het Decreet van 29 maart 2001 en gewijzigd bij de Decreten van 12 mei 2004, 19 mei 2004 en 1 juli 2003, worden door de volgende bepalingen vervangen :

« Art. 20. In de hoofdplaats van elk arrondissement wordt een arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd opgericht.

Wanneer de bevolkingsdichtheid of de geografische configuratie dit vergt, kan de Regering andere raden in het arrondissement oprichten volgens door haar nader te bepalen regels. Zij bepaalt de gemeenten waarin de bevoegdheden van de nieuwe raad kunnen worden uitgeoefend.

Art. 21. De arrondissementsraad moedigt de algemene preventie aan en neemt deel aan de tenuitvoerlegging ervan, zoals bedoeld bij artikel 1, 21°, op de schaal van het arrondissement.

Hij zorgt voor het kaderen van zijn actie in een bestendig proces van deelneming van de jongeren.

De arrondissementsraad heeft tot opdracht :

1° het opmaken van een maatschappelijke diagnose met inbegrip van al de op schaal van het arrondissement relevante elementen op basis van de vaststellingen van de verscheidene erkende diensten en de openbare diensten van de sector voor hulpverlening aan de jeugd en namelijk de maatschappelijke diagnoses van de diensten voor hulpverlening in open milieu alsook de vaststellingen van de andere sectoren;

2° het opmaken en coördineren van een driejarenactieplan zoals bepaald bij artikel 1, 22°, waarvan de acties uitgevoerd zullen kunnen worden op een jaarlijkse, tweejaarlijkse of driejaarlijkse basis, en in dat kader de bestemming van de beschikbare begroting voor te stellen;

3° het bevorderen van het overleg en de samenwerking van alle belanghebbenden van het arrondissement inzake algemene preventie;

4° het informeren en desgevallend het interpelleren van de overheden op alle machtsniveaus en het geheel van de overheden en lokale actoren omtrent zijn maatschappelijke diagnose en omtrent elke ongunstige toestand voor de persoonlijke ontwikkeling van de jongeren en hun sociale integratie op het grondgebied van het arrondissement. Hij geeft er ook bericht van aan de Minister en de gemeenschapsraad.

Art. 22. § 1. De arrondissementsraad is samengesteld uit zestien tot twintig werkende leden. De leden worden door de Regering voor een periode van zes jaar benoemd.

§ 2. De arrondissementsraad is samengesteld uit :

1° twee tot drie vertegenwoordigers van de erkende diensten voor hulpverlening in open milieu voorgedragen door deze laatste;

2° twee tot vier vertegenwoordigers van de erkende diensten, waaronder minstens één vertegenwoordiger van de diensten voor Gezinsplaatsing als er een bestaat in het arrondissement, die voor de opvang zorgen van de minderjarigen buiten hun leefomgeving, voorgedragen door deze laatste;

3° twee tot drie vertegenwoordigers van de erkende diensten die zorgen voor de begeleiding van de minderjarigen in hun leefomgeving, voorgedragen door deze diensten;

4° één vertegenwoordiger van een overheidsinstelling of van een erkende dienst die herstelgerichte voorstellen en maatregelen implementeert;

5° één vertegenwoordiger van de diensten voor schoolherinschakeling als er een in het arrondissement bestaat;

6° een deskundige met een nuttige ervaring inzake opleiding, onderzoek of evaluatie in de sector van de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming;

7° de adviseur van het arrondissement of zijn adjunct;

8° de directeur van het arrondissement of zijn adjunct;

9° twee jeugdmagistraten, één van de zetel, aangewezen door de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste aanleg van het arrondissement en de andere van het openbare ministerie, aangewezen door de Procureur des Konings bij de Rechtbank van Eerste aanleg van het arrondissement;

10° twee medevoorzitters van de platformen bedoeld bij artikel 23 en 23*bis*, die niet uit de sector voor hulpverlening aan de jeugd voortkomen.

De leden bedoeld bij het 6° en 7°, 8° en 9° nemen met raadgevende stem deel aan de werkzaamheden van de raad.

Met uitzondering van de leden bedoeld bij 7°, 8° en 9°, benoemt de regering, voor elk werkend lid, een gelijk aantal plaatsvervangers volgens dezelfde procedure als voor de werkende leden.

§ 3. De regering benoemt de voorzitter en de twee ondervoorzitters van de raad op basis van een dubbele lijst van drie kandidaten door de arrondissementsraad overgezonden. Deze kandidaten worden gekozen onder de leden van de categorieën beschreven bij § 2, 1°, 2° en 3° van dit artikel.

§ 4. De raad kan elke natuurlijke of rechtspersoon die hem zou kunnen belichten in zijn opdrachten bedoeld bij artikel 21 horen of uitnodigen op zijn werkzaamheden, uit eigen initiatief of op hun aanvraag.

§ 5. Minstens een keer per jaar roept de raad alle al dan niet door de hulpverlening aan de jeugd erkende diensten en de openbare diensten van het arrondissement bijeen om hun vaststellingen en voorstellen te horen inzake algemene preventie zoals bepaald bij artikel 1, 21°.

Art. 23. Binnen elk arrondissement wordt een overlegplatform voor Hulpverlening aan de jeugd/O.C.M.W. ingesteld. Dit platform bestaat, enerzijds, uit leden van de arrondissementsraad of door hem afgevaardigde personen en, anderzijds, uit de voorzitters van de O.C.M.W.'s of de personen die door ze worden afgevaardigd. Dat platform wordt mede door een vertegenwoordiger van de sector van de hulpverlening aan de jeugd en een vertegenwoordiger van de O.C.M.W.'s voorgezeten; het vergadert minstens vier keer per jaar.

Art. 23*bis*. Voor zover het niet ingesteld wordt in een intersectorieel decreet, wordt er een overlegplatform met alle relevante actoren inzake schoolherinschakeling op arrondissementsschaal opgericht.

Dit platform wordt mede door een vertegenwoordiger van de sector van de hulpverlening aan de jeugd en een vertegenwoordiger van de onderwijssector voorgezeten. Het vergadert minstens vier keer per jaar.

Art. 23*ter*. Elke raad beschikt over de mogelijkheid om één of meerdere overlegplatformen op te richten in functie van de maatschappelijke diagnose bedoeld bij artikel 21, 1° of het actieplan bedoeld bij artikel 21, 2°.

De samenstelling, de nadere regels voor de aanwijzing en de nadere regels voor de werking van de platformen bedoeld bij het eerste lid worden door de raad vastgelegd.

Art. 24. De overlegplatformen bedoeld bij de artikelen 23, 23*bis* en 23*ter* hebben tot opdracht :

1° het aanmoedigen en bevorderen van netwerkvormingen en de samenwerking van de betrokken actoren;

2° desgevallend, het evalueren van de implementatie in het arrondissement van intersectoriele samenwerkingsovereenkomsten gesloten tussen de sector voor hulpverlening aan de jeugd en andere sectoren;

3° het overmaken aan de arrondissementsraad van hun aanbevelingen om de maatschappelijke diagnose en de evaluatie van het actieplan inzake algemene preventie te staven;

4° het overmaken aan de arrondissementsraad van hun adviezen in het kader van het uitwerken van zijn actieplan inzake algemene preventie en, desgevallend, het voorstellen van de implementatie van acties inzake algemene preventie;

5° het overmaken aan de arrondissementsraad van elk element dat hem ertoe in staat stelt zijn informatie- of interpellatieopdracht uit te voeren zoals bepaald bij artikel 21, 4°.

Art. 25. Ieder overlegplatform kan elke natuurlijke of rechtspersoon die hem zou kunnen belichten in zijn opdrachten bedoeld bij artikel 24 horen of uitnodigen op zijn werkzaamheden, uit eigen initiatief of op hun aanvraag.

Art. 25*bis*. De arrondissementsraad stelt een evaluatieverslag op van zijn driejaarlijks actieplan bedoeld bij artikel 21, 2° op en zendt het aan de bevoegde administratie over. Deze stelt, om de drie jaar, een globaal verslag op betreffende de algemene preventie op basis, onder andere, van de evaluatieverslagen van iedere arrondissementsraad.

Het globale verslag wordt aan de gemeenschapsraad overgezonden.

Art. 25*ter*. De regering bepaalt :

1° de werking van de arrondissementsraad en van de platformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23*bis*;

2° de nadere regels voor het uitwerken van de maatschappelijke diagnose en het actieplan door de arrondissementsraad;

3° de inhoud en termijnen van de door de arrondissementsraad ingediende verslagen;

4° de procedure voor de benoeming van de leden van de arrondissementsraad;

5° de samenstelling, de procedure voor de benoeming van de overlegplatformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23*bis*;

6° de vergoedingen toegekend aan de leden van de arrondissementsraad en de platformen bedoeld bij de artikelen 23 en 23*bis*;

7° de nadere regels voor de arrondissementsraden om uitgaven voor te kunnen stellen;

8° de verdeling van de begroting voor ieder arrondissement. ».

Art. 20. Artikel 26 wordt vervangen als volgt : « Er wordt een gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd ingesteld. De leden van deze raad worden voor een periode van zes jaar door de Regering benoemd.

Art. 21. § 2 van artikel 27 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 mei 2004, wordt vervangen als volgt :

« § 2. Deze bevoegdheid houdt inzonderheid de volgende opdrachten in om :

1° adviezen uit te brengen over elk voorontwerp van decreet, elk ontwerp van reglementair besluit betreffende de hulpverlening aan de jeugd alsook over de adviezen en voorstellen van de thematische afdelingen bedoeld in artikel 29*bis*;

2° adviezen uit te brengen op eigen initiatief of op aanvraag van de regering over :

a) de organisatie, de coördinatie en de personeelsformatie van de overheidsinstellingen, de dienst voor gerechtelijke bescherming en de dienst voor hulpverlening aan de jeugd;

b) de regelgeving betreffende de overheidsinstellingen ten minste om de drie jaar;

c) de beginsels van de programmering betreffende de erkende diensten, instellingen en andere middelen die aangewend worden voor de toepassing van dit decreet, zoals bedoeld in artikel 43*bis*;

d) de programma's voor de preventie en de oprichting van de coördinatiecel van de hulpverlening aan kinderen die het slachtoffer zijn van mishandeling ten minste om de drie jaar;

3° alle voorstellen te doen, op eigen initiatief of op aanvraag van de minister, over de algemene oriëntatie op het gebied van de hulpverlening aan de jeugd;

4° een verslag uit te brengen om de drie jaar over het type en het aantal nodige plaatsen binnen de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming;

5° in voorkomend geval, in overleg met één of meer arrondissementsraden, de openbare overheden aanspreken van alle machtsniveaus en het geheel van de diensten die al dan niet erkend worden door de hulpverlening aan de jeugd en de overheidsdiensten, over elke toestand die ongunstig is voor de persoonlijke ontwikkeling van jongeren en hun sociale integratie op het grondgebied van de Franse Gemeenschap. »

Art. 22. In artikel 28 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 6 april 1998, 30 juni 1998, 12 mei 2004, aangevuld bij het decreet van 19 mei 2004 en gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De gemeenschapsraad is samengesteld uit :

1) één lid van elke arrondissementsraad, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door elke raad;

2) een vertegenwoordiger per organisatie of federatie van de erkende diensten, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door elke organisatie of federatie;

3) drie vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties van de privé-sector op het vlak van hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door elke organisatie;

4) drie vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties van de openbare sector op het vlak van hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door elke organisatie;

5) één vertegenwoordiger van de « Commission consultative des Organisations de Jeunesse », gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door die Commissie en één vertegenwoordiger van de « Commission consultative des Maisons et Centres de Jeunes », gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door die Commissie;

6) een vertegenwoordiger van de " Office de la Naissance et de l'Enfance " (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door de raad van bestuur van die Dienst;

7) twee vertegenwoordigers van de teams SOS Kinderen gekozen uit een lijst van zes kandidaten, die wordt voorgelegd door de representatieve organisaties van de teams SOS Kinderen;

8) een vertegenwoordiger van het Comité voor de begeleiding van het mishandelde kind gekozen uit een lijst van drie kandidaten die aangewezen worden uit zijn midden;

9) een vertegenwoordiger van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door de Vereniging van Steden en Gemeenten van Wallonië;

10) een vertegenwoordiger van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door de Vereniging van Steden en Gemeenten van Brussel;

11) een vertegenwoordiger van de "Ligue des familles", gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door zijn raad van bestuur;

12) een vertegenwoordiger van de Hoge Raad voor adoptie, gekozen uit een lijst van drie kandidaten voorgedragen door zijn voorzitter;

13) twee adviseurs gekozen uit een lijst van zes kandidaten die door de adviseurs collegiaal wordt voorgedragen;

14) twee directeurs gekozen uit een lijst van zes kandidaten die door de directeurs collegiaal wordt voorgedragen;

15) twee vertegenwoordigers van de ″ Union des magistrats de la jeunesse francophone ″ (Bond van Franstalige jeugdmagistraten), onder wie een jeugdrechter en een magistraat van het openbaar ministerie, gekozen uit een dubbele lijst voorgedragen door die bond;

16) een lid van het parket-generaal, voorgedragen door de procureurs-generaal van de Hoven van beroep te Brussel, Luik en Bergen;

17) een adviseur van een jeugdkamer van het Hof van beroep die door de adviseurs van de jeugdkamers van beroep te Brussel, Luik en Bergen collegiaal wordt voorgedragen;

18) een vertegenwoordiger van de Hoge Raad voor de psycho-medisch-sociale centra;

19) een vertegenwoordiger van de afgevaardigden van de diensten voor hulpverlening aan de jeugd en de diensten voor gerechtelijke bescherming, gekozen uit een lijst van drie kandidaten die door de afgevaardigden collegiaal wordt voorgedragen;

20) de voorzitter van elke van de afdelingen opgericht binnen de gemeenschapsraad bedoeld in artikel 29;

21) een vertegenwoordiger aangesteld door elke minister die lid is van de Regering;

22) de leidend ambtenaar van de bevoegde administratie of zijn afgevaardigde;

23) drie personen van de sector van het wetenschappelijk onderzoek die aangesteld worden op voorstel van de Regering;

24) de algemeen afgevaardigde;

25) de Minister van Justitie of zijn vertegenwoordiger;

26) een personeelslid van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd;

27) de leiden ambtenaar van de Algemene Directie leerplichtonderwijs of zijn afgevaardigde;

28) de leidend ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid of zijn afgevaardigde;

28*bis*) de leidend ambtenaar van de algemene operationele directie van de plaatselijke overheden, de sociale actie en de gezondheid of zijn afgevaardigde;

28*ter*) de leidend ambtenaar van de gezondheidsdienst van de administratie van de Franse Gemeenschapscommissie of zijn afgevaardigde;

29) een directeur van de overheidsinstellingen of zijn vertegenwoordiger;

30) een vertegenwoordiger van de Brusselse dienst « Personne Handicapée Autonomie Recherchée »;

31) een vertegenwoordiger van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées « (Waals Agentschap voor de integratie van Personen met een Handicap);

De voorzitter kan voor de werkzaamheden van de gemeenschapsraad, op eigen initiatief of op hun aanvraag, elke persoon of dienst die al dan niet erkend wordt door de hulpverlening aan de jeugd uitnodigen die hem zou kunnen ophelderen in zijn opdrachten bedoeld in artikel 27.

De Regering benoemt voor elk stemgerechtigd lid een plaatsvervangend lid volgens dezelfde procedure als deze voor de werkende leden. »

2° In § 2 worden de woorden « in § 1, 14°, 17°, 18°, 19°, 20° en 21° van dit artikel » vervangen door de woorden « in § 1, 21°, 22°, 23°, 24°, 25°, 26°, 27°, 28°, 28*bis*°, 28*ter*°, 30° en 31 van dit artikel. »

Art. 23. Artikel 29 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 29. De Regering regelt de werking van de Gemeenschapsraad en bepaalt de vergoedingen die aan zijn leden worden toegekend. Zij bepaalt de termijnen waarin de adviezen moeten worden uitgebracht en bepaalt de te volgen procedure als de termijnen niet worden nageleefd.

Art. 24. Er wordt een artikel 29*bis* ingevoegd na artikel 29 en vóór artikel 30 van hetzelfde decreet, luidend als volgt :

« Art. 29*bis*. Thematische afdelingen kunnen worden opgericht binnen de gemeenschapsraad op initiatief van de regering.

Er wordt een thematische afdeling van de gemeenschapsraad voor de gezinsopvang opgericht.

De thematische afdelingen zijn bevoegd om op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister of van de gemeenschapsraad adviezen en voorstellen voor te leggen over elke aangelegenheid die interessant is voor de thematiek waarvoor ze opgericht werden. Ze bezorgen hun adviezen en voorstellen simultaan aan de Minister en de gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd. De gemeenschapsraad, na onderzoek van de adviezen en voorstellen van de thematische afdeling, brengt een advies uit aan de minister.

De Regering bepaalt de opdrachten, de samenstelling, de werking en de vergoedingen die toegekend worden aan de leden van de thematische afdelingen.

Werkgroepen kunnen opgericht worden binnen de gemeenschapsraad op eigen initiatief. »

Art. 25. TITEL IV*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 7 december 2007, alsook de artikelen 30*bis* tot 30*quater* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 7 december 2007, worden opgeheven.

Art. 26. Artikel 31 van dit decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : Een afdeling van gespecialiseerde dienst wordt georganiseerd binnen de sociale afdeling volgens de voorwaarden bepaald door de regering. »

Art. 27. § 2 van artikel 32 van dit decreet wordt vervangen als volgt :

« § 2. De adviseur :

1° onderzoekt de aanvragen om hulp en stelt, zo nodig, de hulpverlenende maatregelen bedoeld in artikel 36 vast;

2° voert, in het kader van de algemene preventie zoals bedoeld in artikel 1, 21°, een programma voor algemene preventie dat hij bepaalt rekening houdend met de sociale diagnose en het actieplan bedoeld in artikel 21;

3° stelt om de drie jaar een evaluatieverslag van zijn programma van algemene preventie op;

4° beslist, binnen de door de Regering vast te stellen perken, over de uitgaven die te doen zijn met het oog op de individuele hulpverlening toegekend met toepassing van dit decreet, en levert de bewijsstukken aan de diensten af die al dan niet erkend worden door de hulpverlening aan de jeugd;

5° brengt het Openbaar Ministerie op de hoogte van de toestanden bedoeld in de artikelen 38 en 39 van het decreet of in de artikelen 8 en 9 van de ordonnantie van 29 april 2004;

6° ontvangt de aanvragen om inlichtingen van de jongere, van een lid van zijn gezin of van één van zijn leefgenoten, alsook de aanvragen om interpellatie en onderzoek van de algemeen afgevaardigde, en geeft er gevolg aan overeenkomstig artikel 36, § 5;

7° neemt deel aan de uitwerking van de sociale diagnose en het actieplan bedoeld in artikel 21, zorgt voor de uitvoering van de beslissingen van de arrondissementsraad en neemt het secretariaat van deze raad waar.

Het evaluatieverslag bedoeld in 3° wordt bezorgd aan de bevoegde administratie die om de drie jaar een globaal verslag betreffende de algemene preventie opstelt op basis onder andere van de evaluatieverslagen van elke adviseur.

Het globaal verslag wordt aan de gemeenschapsraad bezorgd. »

Art. 28. In artikel 33 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden « die al dan niet erkend worden door de hulpverlening aan de jeugd » toegevoegd tussen de woorden « de diensten » en de woorden « de bewijsstukken »

2° in het vierde lid worden de woorden « in artikel 51 » vervangen door de woorden « in artikel 33*bis* ».

Art. 29. Er wordt een artikel 33*bis* ingevoegd na artikel 33 en vóór artikel 34 van hetzelfde decreet, luidend als volgt :

« Art. 33*bis*. Een dienst voor gerechtelijke bescherming geleid door de directeur, wordt ter beschikking gesteld van elke jeugdrechtbank :

Hij bevat twee afdelingen :

1° de sociale afdeling;

2° de administratieve afdeling;

Een opvoedende afdeling wordt binnen de dienst voor gerechtelijke bescherming georganiseerd volgens de voorwaarden bepaald door de Regering.

De jeugdrechtbank brengt ter hoogte van de directeur de maatregelen die hij neemt overeenkomstig de artikelen 38 van het decreet alsook deze die hij neemt overeenkomstig Titel II hoofdstuk III afdeling II van de wet van 8 april 1965 wanneer ze een plaatsing voorschrijven of een toezicht of een controle inhouden van de dienst voor gerechtelijke bescherming of een maatregel voor de intensieve opvoedende begeleiding en de geïndividualiseerde omkadering.

De dienst voor gerechtelijke bescherming stelt maatregelen in het werk die genomen worden door de jeugdrechtbank overeenkomstig Titel II hoofdstuk III afdeling II van de wet van 8 april 1965 wanneer ze een maatregel voor een intensieve opvoedende begeleiding en voor een geïndividualiseerde omkadering voorschrijven of wanneer ze een toezicht of een controle inhouden van de dienst voor gerechtelijke bescherming. »

Art. 30. In artikel 36 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 16 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, 1° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « , die al dan niet in het kader van dit decreet erkend is, » worden opgeheven;

b) de woorden « sociale hulp » worden vervangen door de woorden « sociale actie »

2° in § 4 worden de woorden « die al dan niet door de hulpverlening aan de jeugd erkend worden » ingevoegd tussen de woorden « de verschillende diensten » en de woorden « die moeten optreden »

3° in § 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « voor de rechten van het kind en bij de hulpverlening aan de jeugd » worden opgeheven;

b) de woorden « in het kader van dit decreet » worden opgeheven;

c) de woorden « privé dienst » worden vervangen door de woorden « dienst die al dan niet door de hulpverlening aan de jeugd erkend wordt ».

4° § 6 wordt vervangen als volgt :

« Wanneer aan al de voorwaarden bedoeld in artikel 7, eerste lid, van dit decreet voldaan is, kan de adviseur, nadat hij heeft vastgesteld dat geen andere dienst of particulier er op dat ogenblik in staat toe is een aangepaste hulp aan de jongere te verlenen, uitzonderlijk en voorlopig, zolang de stappen bedoeld in § 2 niet tot resultaten hebben geleid, aan de diensten die al dan niet door de hulpverlening aan de jeugd erkend worden en aan de particulieren die hun medewerking verlenen voor de toepassing van dit decreet, opdracht geven de aangepaste hulp te verlenen gedurende de nodige periode. »

5° in § 7 worden de woorden « betreffende de jeugdbescherming » opgeheven.

Art. 31. In artikel 39, tweede lid, worden de woorden « erkende residentiële dienst » vervangen door de woorden « residentiële dienst die al dan niet door de hulpverlening aan de jeugd erkend wordt. »

Art. 32. In artikel 43 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « natuurlijke of rechtspersoon » vervangen door de woorden « rechtspersoon »;

2° in het eerste lid worden de woorden « met de steun van toelage, » opgeheven;

3° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 33. Er wordt een artikel 43*bis* ingevoegd na artikel 43 en vóór artikel 44 van hetzelfde decreet, luidend als volgt :

« Art. 43*bis*. De rechtspersonen bedoeld in artikel 43 worden erkend op basis van de beginsels van programmering. Deze worden bepaald door de Regering na advies van de gemeenschapsraad overeenkomstig artikel 27, § 2, en maken het mogelijk voor elke persoon bedoeld in artikel 1, 1° tot 4°, om in aanmerking te komen voor de aangepaste begeleiding door een erkende dienst. »

Art. 34. In artikel 44 van hetzelfde decreet wordt een punt 2*bis* ingevoegd tussen de punten 2° en 3°, luidend als volgt : « 2*bis* de instelling van een pedagogische raad »;

Art. 35. Er wordt een artikel 45*bis* ingevoegd na artikel 45 en vóór artikel 46 van hetzelfde decreet :

« Art. 45*bis*. De Regering bepaalt de algemene erkenningsvoorwaarden en stelt de erkenningsprocedure vast van de instellingen die als opdracht hebben voor de opleiding en de bijscholing te zorgen van het personeel van verschillende sectoren, zowel openbaar als privé, van de hulpverlening aan de jeugd, de jeugdbescherming en de algemene sociale hulpverlening na het advies te hebben ingewonnen van de gemeenschapsraad en dit, onverminderd de opleidingen voor het personeel van de overheidsdienst die georganiseerd worden door de bevoegde administratie. Ze beslist over de erkenningsaanvragen na het advies van de erkenningscommissie bedoeld in artikel 46 te hebben ingewonnen. »

Art. 36. Artikel 46 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 6 april 1998 en 5 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, tweede lid, van artikel 46 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « tweeëndertig leden « worden vervangen door de woorden « zevenentwintig leden »;

b) onder punt 1° worden de woorden « de voorzitter van de gemeenschapsraad » vervangen door de woorden « een vertegenwoordiger van de erkende diensten die een bijzonder opvoedingsproject ten uitvoer brengen;

c) onder punt 2° worden de woorden « een jeugdrechter in hoger beroep, gekozen uit een dubbele lijst, collegiaal voorgedragen door de jeugdrechters in hoger beroep » vervangen door de woorden « een adviseur van een jeugdkamer van een hof van beroep, collegiaal voorgedragen door de adviseurs van jeugdkamers in hoger beroep van Brussel, Luik en Bergen »;

d) onder punt 5° worden de woorden « twee jeugdmagistraten » vervangen door de woorden « twee vertegenwoordigers van de « Union francophone des magistrats de la jeunesse » waarvaan één van de zetel, de andere van het openbaar ministerie;

e) onder punt 7° worden de woorden « twee vertegenwoordigers » vervangen door de woorden « een vertegenwoordiger »;

f) onder punt 8° worden de woorden « zeven vertegenwoordigers » vervangen door de woorden « zes vertegenwoordigers »;

g) onder punt 9° worden de woorden « een vertegenwoordiger van de gezinsvervangende tehuizen » vervangen door de woorden « een vertegenwoordiger van de adoptie-instellingen »;

h) onder punt 10° worden de woorden « een vertegenwoordiger van de adoptie-instellingen » vervangen door de woorden « drie vertegenwoordigers van de instellingen die huisvesting verlenen aan jongeren »;

i) onder punt 11° worden de woorden « drie vertegenwoordigers van de instellingen die huisvesting verlenen aan de jongeren » vervangen door de woorden « drie vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties van de privé-sector »;

j) onder punt 12° worden de woorden « drie vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties van de privé-sector » vervangen door de woorden « twee ambtenaren van de bevoegde administratie, waarvan één belast is met het secretariaat van de commissie met raadgevende stem »;

k) onder punt 13° worden de woorden « een vertegenwoordiger van de " Office de la Naissance et de l'Enfance " op de voordracht van de raad van bestuur van deze dienst » vervangen door de woorden « een vertegenwoordiger van de Minister met raadgevende stem »;

l) de punten 14° tot 16° worden opgeheven.

2° In § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « De leden bedoeld in § 1, 1° tot 14°, worden voor een hernieuwbare termijn van zes jaar benoemd. » worden vervangen door de woorden « De leden bedoeld in § 1, 1° tot 12° worden voor een periode van zes jaar benoemd ».

b) de woorden « De Regering benoemt de leden bedoeld in § 1, 5° tot 11°, uit een dubbele lijst van kandidaten, voorgedragen door de representatieve bonden en federaties. » worden vervangen door de woorden « De Regering benoemt de werkende leden en hun plaatsvervangers bedoeld in § 1, 1° en 3° tot 11°, uit twee dubbele lijsten van kandidaten voorgedragen door de representatieve bonden en federaties. »

3° In § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In het tweede lid worden de woorden « op grond van de programmatiecriteria bepaald door de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd. » vervangen door de woorden « op grond van de programmatieprincipes bepaald door de Regering krachtens artikel 43*bis*. »

b) In het vierde lid worden de woorden « de naleving van de normen inzake erkenning en toelagen. » vervangen door de woorden « de naleving van de algemene erkenningsvoorwaarden zoals bepaald door de Regering. »

Art. 37. Er wordt een artikel 46*bis* ingevoegd na artikel 46 en vóór artikel 47 van hetzelfde decreet, luidend als volgt :

« Art. 46*bis*.Wanneer vastgesteld wordt dat de erkende dienst niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden of dat hij weigert of nalaat te voldoen aan de verplichtingen bepaald in artikel 44, kan de Regering indien zij die dienst in gebreke gesteld heeft, de erkenning intrekken volgens de nadere regels die ze bepaalt.

Bij vervanging van de natuurlijke persoon die de dienst beheert en er de werkelijke leiding van heeft, kan de Minister volgens de nadere regels bepaald door de regering, ofwel de erkenning bevestigen, ofwel deze schorsen in afwachting van de instelling van een directie die aan de bepalingen vastgesteld door de regering beantwoordt.

Art. 38. Er wordt een hoofdstuk I*bis* ingevoegd na artikel 46*bis* en artikel 47 van hetzelfde decreet, luidend als volgt : HOOFDSTUK I*bis* : De subsidies van de erkende en niet-erkende diensten ».

Art. 39. Artikel 47 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 47. § 1. De Regering bepaalt de voorwaarden waaraan de erkende diensten in aanmerking kunnen komen voor subsidies overeenkomstig dit decreet voor de begeleiding van jongeren die hen toevertrouwd worden.

De rechtspersonen die gedeeltelijk of toevallig hun steun verlenen aan de toepassing van dit decreet, kunnen in aanmerking komen voor subsidies volgens de nadere regels bepaald door de Regering zonder trouwens erkend te worden.

§ 2. De subsidies bevatten naargelang het geval een variabel gedeelte en een vast gedeelte. Het variabel gedeelte bestaat uit een vast bedrag dat de gewone en bijzondere kosten in verband met het onderhoud en de opvoeding van de jongere dekt. Het vast gedeelte dekt de personeelskosten en de werkingskosten van de dienst.

De Regering bepaalt, in voorkomend geval, de aard van de gegevens afkomstig uit de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling zoals bedoeld in het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap en die bezorgd worden aan de bevoegde administratie om de personeelskosten vast te stellen. De gegevens worden bezorgd en gebruikt met inachtneming van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 3. De subsidies worden uitbetaald in de vorm van maandelijkse voorschotten. »

Art. 40. Artikel 48 van het decreet, gewijzigd bij het decreet van 6 april 1998, wordt opgeheven.

Art. 41. Artikel 49 van het decreet wordt opgeheven.

Art. 42. Er wordt een Titel VIII*bis* ingevoegd na artikel 52 en vóór artikel 51 van het decreet, luidend als volgt :

« TITEL VIII*bis*. — De evaluatie, de deelname en de innoverende praktijken van de sector voor hulpverlening aan de jeugd.

HOOFDSTUK I. — De evaluatie van de erkende diensten, de diensten voor hulpverlening aan de jeugd en de gerechtelijke bescherming en de overheidsinstellingen.

Afdeling 1. — De externe evaluatie.

Art. 50*bis*. Ten minste om de twee jaar evalueert elke erkende dienst het opvang- en begeleidingssysteem bij de vergadering van zijn pedagogische raad en met het geheel van de betrokken personen.

Deze evaluatie heeft ten doel de werking van de dienst en de kwaliteit van de hulp verleend aan de personen bedoeld in artikel 1, 1° tot 4° te verbeteren.

De resultaten van deze evaluatie zijn uitsluitend voorbehouden aan het interne gebruik van de erkende dienst.

De nadere regels voor deze evaluatie hebben ten minste betrekking op de 6 volgende criteria :

1° het inaanmerkingnemen van het woord van de personen bedoeld in artikel 1, 1° tot 4° in de evolutie van de praktijken en het pedagogische project;

2° de ontwikkeling van de innoverende praktijken bedoeld in artikel 50*sexies*, tweede lid of van de nieuwe nadere regels van de begeleiding;

3° de samenwerking met de al dan niet erkende diensten door de hulpverlening aan de jeugd of met de andere sectoren betrokken bij de hulpverlening aan de jeugd;

4° de samenwerking, naargelang het geval, met de adviseur, de directeur, de jeugdrechtbank of de erkende diensten;

5° de coherentie tussen de werking van de erkende dienst en zijn opdrachten en praktijken;

6° de overeenstemming tussen het publiek bedoeld bij het pedagogische project en het publiek dat werkelijk begeleid wordt.

Art. 50*ter*. Elke dienst voor hulpverlening aan de jeugd en voor gerechtelijke bescherming en elke overheidsinstelling gaat over tot de interne evaluatie om zijn werking en de kwaliteit van de steun verleend aan de personen bedoeld in artikel 1, 1° tot 4° te verbeteren.

Deze evaluatie wordt gevoerd volgens de regelgevingen en bestuursbepalingen die in de diensten van de Regering gelden.

Afdeling 2. — De evaluatie van de uitvoering van de beginsels van het decreet.

Art. 50*quater*. De Regering leidt een externe wetenschappelijke evaluatie in, in samenwerking met de bevoegde administratie die ten doel heeft de relevantie en de doeltreffendheid van de maatregelen te evalueren die uitgevoerd worden door het geheel van de sector om aan de beginsels van het decreet bedoeld in de inleidende titel in acht te nemen. Daarom worden onderzoekers aangesteld ten gevolge van een openbare aanbesteding.

In dit kader wordt een comité belast met de omkadering van deze evaluatie ingesteld volgens de nadere regels bepaald in de aanbesteding. Dit comité is ten minste samengesteld uit :

1° vertegenwoordigers van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd;

2° een vertegenwoordiger van de minister;

3° vertegenwoordigers van de bevoegde administratie;

4° een vertegenwoordiger van de erkende diensten.

Het eindverslag wordt ten laatste halverwege de legislatuur aan de Regering bezorgd. Binnen de drie maanden na de ontvangst van het verslag bezorgt de Regering het verslag ter informatie aan de gemeenschapsraad en het Parlement.

HOOFDSTUK II. — De deelname van de personen bedoeld in artikel 1, 1° tot 4°.

Art. 50*quinquies*. De erkende diensten, de diensten voor hulpverlening aan de jeugd en voor gerechtelijke bescherming, alsook de overheidsinstellingen organiseren doorlopend de deelname van de personen bedoeld in artikel 1, 1° tot 4°.

Dankzij deze deelname kan elke persoon bedoeld in artikel 1, 1° tot 4° haar mening vrij geven en gehoord worden over de manier waarop ze de tegemoetkoming geniet waarvoor ze in aanmerking komt en de gevolgen die ze geeft.

Elke pedagogische raad onderzoekt thans elk jaar de deelnemingsprocedures die ingesteld worden door de erkende dienst met de personen bedoeld in artikel 1, 1° tot 4° van dit decreet, de vaststellingen waartoe ze leiding geven en de manier waarop ze in aanmerking worden genomen om de praktijken van de erkende dienst te verbeteren.

HOOFDSTUK III. — De innoverende praktijken.

Art. 50*sexies*. De regering steunt binnen de perken van de begrotingskredieten de innoverende praktijken inzake de begeleiding bij jongeren en gezinnen volgens de nadere regels die ze bepaalt, met ten minste één oproep tot project om de twee jaar.

Deze praktijken hebben tot doel een antwoord te geven aan de al dan niet nieuwe behoeftes en de bestaande praktijken te verbeteren. »

Art. 43. In artikel 52 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 1° wordt vervangen als volgt : « de erkende diensten in het kader van het decreet »;

2° onder punt 3° worden de woorden « voor jeugdbescherming » opgeheven;

3° 4° wordt vervangen als volgt : « de niet-erkende diensten door de hulpverlening aan de jeugd en de personen die toevallig hun medewerking verlenen voor de toepassing van het decreet. »

Art. 44. Artikel 53 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 6 april 1998 en hersteld bij het decreet van 19 mei 2004, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 53. Samenwerkingsprotocollen worden afgesloten tussen de sector van de hulpverlening aan de jeugd en andere sectoren om de algemene preventie te versterken zoals bedoeld in artikel 1, 21° of om de begeleiding van de jongeren en de gezinnen bedoeld in het decreet te verbeteren.

De Regering neemt alle nodige maatregelen om deze protocollen af te sluiten of te verbeteren in het bijzonder met de sectoren van het kind, de gehandicapten, de geestelijke gezondheid, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en onderwijs. »

Art. 45. Artikel 54 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 19 mei 2004, wordt opgeheven.

Art. 46. In artikel 55 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « betreffende de jeugdbescherming » opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden « overeenkomstig artikel 48 van dit decreet » opgeheven.

Art. 47. In artikel 57 van hetzelfde decreet worden de woorden « is artikel 458 van het Strafwetboek toepasselijk » vervangen door de woorden « zijn de artikelen 458 en 458*bis* van het Strafwetboek toepasselijk ».

Art. 48. In artikel 58 worden de woorden « met geldboete van zesentwintig frank tot vijfduizend frank » vervangen door de woorden « met geldboete van zesentwintig euro tot vijfduizend euro ».

Art. 49. In artikel 59 van hetzelfde decreet worden de woorden « vijftig frank tot vijfhonderd frank » vervangen door de woorden « vijftig euro tot vijfhonderd euro ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 29 november 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 416-1. — Commissieamendementen, nr. 416-2. – Verslag, nr. 416-3. — Vergaderingsamendement, nr. 416-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 november 2012.